

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
ar piesūtišanu:	bez piesūtišanas:
par: Ls	(saņemot ekspedīciju)
1 gadu 22,—	1 gadu 18,—
1/2 gadu 12,—	1/2 gadu 10,—
3 mēn. 6,—	3 mēn. 5,—
1 mēn. 2,—	1 mēn. 1,70
Piesūtot pa pastu un pie atkalpārdevējiem. 13,—	Par atsevišķu numuru 10,—

Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:

Rīgā, pili № 2. Tārunis 20032
Runas stundas no 11—12



oficiāls laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:

Rīgā, pili № 1. Tārunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:

a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindiņām.	Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu	„—,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindiņu	„—,20
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. sludin.)	„—,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas.	„—,80

Nr. 264

Ceturtdien, 23. novembrī 1933. g.

Sešpadsmitais gads

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

Likums par konsulāro konvenciju starp Latvijas republiku un Itālijas karalisti.

1. Romā 1932. gada 11. maijā parakstītā konsulārā konvencija starp Latvijas republiku un Itālijas karalisti ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma 1. pantā minētā konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.

3. Konvencija stājas spēkā tās 35. pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Likums Saeimā pieņemts 1933. g. 14. novembrī.

Rīgā, 1933. g. 23. novembrī.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

Convention Consulaire entre

la République de Lettonie et le Royaume d'Italie.

Le Président de la République de Lettonie et Sa Majesté le Roi d'Italie, ayant résolu de conclure une convention consulaire, ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires:

Le Président de la République de Lettonie:

S. E. M. Pierre Seya, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République de Lettonie à Rome;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

S. E. l'Hon. Dino Grandi, Ministre des Affaires Etrangères;

lesquels, ayant vérifié leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Chapitre I.

FONCTIONNAIRES CONSULAIRES.

Article 1.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les ports, villes et localités du territoire de l'autre Partie, excepté dans les localités où cette Partie jugerait convenable de ne pas admettre l'établissement de tels agents, sous condition que toute exception à ce sujet soit également appliquée à toute autre Puissance.

L'étendue de chaque circonscription consulaire sera fixée par la Partie qui aura nommé les fonctionnaires susindiqués et sera communiquée à l'autre Partie. Il en sera de même pour toute modification ultérieure à apporter aux circonscriptions consulaires précédemment fixées.

Art. 2.

Les fonctionnaires consulaires pourront être de carrière ou honoraires.

Au cas où les agents honoraires seraient ressortissants du Pays où ils devraient exercer leurs fonctions, on devra, avant leur nomination, obtenir par la voie diplomatique l'assentiment du Gouvernement de ce Pays.

Art. 3.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, sur la présentation par la voie protocolaire de leurs lettres de provisions, seront réciproquement admis et reconnus selon les règles et formalités établies dans l'État de leur résidence; dès lors ils pourront exercer les fonctions dans leur circonscription.

En cas d'urgence, sur la requête de leur Gouvernement, ils pourront être admis à exercer leurs fonctions à titre provisoire.

Si l'une des Parties estime que l'exequatur ou l'admission à titre provisoire ne peuvent pas être accordés ou qu'ils doivent être retirés, elle en communiquera à l'autre Partie les motifs dont elle aura seule l'appréciation et dans le second cas avant le retrait de l'exequatur ou de l'admission provisoire.

Art. 4.

Les consuls généraux et consuls pourront nommer des agents consulaires dans les localités de leurs circonscriptions consulaires respectives.

Les agents seront munis d'un brevet qui sera délivré par le consul qui les aura nommés et devra être transmis pour l'exequatur ou autre admission aux autorités compétentes.

Art. 5.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls de carrière, ainsi que tout autre fonctionnaire de carrière, seront munis par les autorités du Pays où ils exercent leurs fonctions d'une carte spéciale d'identité, établissant leur qualité officielle et les recommandant à la protection des autorités locales.

Art. 6.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès d'un consul général, consul ou vice-consul, le fonctionnaire adjoint sera autorisé à exercer par interim les fonctions du titulaire, sous condition que sa qualité ait été portée à la connaissance des autorités locales compétentes.

Chapitre II.

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES.

Art. 7.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront apposer à la maison où se trouvent leurs bureaux ou chancelleries l'écusson de l'État qui les a nommés, avec une inscription qui en désigne le caractère officiel. Ils pourront également arborer le pavillon national sur ladite maison, aux jours des solennités publiques de leur Pays,

ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, étant bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile; elles serviront à désigner la maison consulaire. Ils pourront également arborer le pavillon de leur Pays sur les bateaux à bord desquels ils pourraient s'embarquer pour l'exercice de leurs fonctions.

Ils auront droit aux honneurs dus à leur position officielle dans toutes les circonstances où ils exercent leurs fonctions.

Art. 8.

L'ensemble des pièces à l'usage des bureaux pour le service officiel consulaire et les locaux spécialement affectés au dépôt des archives consulaires sont en tout temps inviolables. Ces pièces et ces locaux doivent être distincts des pièces servant à l'habitation personnelle du fonctionnaire consulaire et ne peuvent être affectés à d'autres usages. Ils ne peuvent dans aucun cas servir de lieu d'asile. Les autorités locales ne peuvent sous aucun motif visiter ou saisir les papiers qui font partie desdites archives. Ces papiers seront complètement séparés des papiers personnels du titulaire ainsi que des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que l'agent honoraire pourrait exercer.

Art. 9.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls de carrière, ainsi que tout autre fonctionnaire de carrière, à condition qu'ils soient ressortissants de la Partie qui les a nommés, jouiront de l'exemption de toute réquisition, contribution, prestation, ou logement militaires. Cette exemption ne s'étendra pas aux immeubles appartenant aux fonctionnaires susvisés dans le Pays de leur résidence, à moins que les bâtiments qui s'y trouvent ne soient affectés au service consulaire ou ne servent de logement aux dits fonctionnaires.

En outre, lesdits fonctionnaires seront exempts de toutes contributions directes, prélevées directement auprès des contribuables, qui sont imposées par l'État ou par un autre corps constitué d'après le droit public du Pays, à moins qu'elles ne soient imposées à raison de l'exercice d'un commerce, d'une industrie ou d'une autre profession, de la possession de biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital engagé dans le Pays de résidence desdits fonctionnaires.

En tout cas seront exempts des réquisitions et des logements militaires les locaux affectés au bureau de la Chancellerie et aux archives consulaires.

Art. 10.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls de carrière, ainsi que tout autre fonctionnaire de carrière, ressortissants de l'État qui les a nommés, sont autorisés, lorsqu'ils rejoignent pour la première fois leur poste, ou dans les dix mois suivants, à faire entrer en franchise le mobilier, les vêtements, les effets et les ustensiles de ménage appartenant à eux et à leur famille, sous condition de les faire visiter.

Cette exemption ne s'applique pas aux articles de consommation.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage, en outre, à autoriser l'entrée en franchise de tous meubles et objets de première installation ou destinés à l'usage officiel des bureaux consulaires, ainsi que de tous drapeaux, uniformes, écussons, registres, papiers à en-tête, cahiers à souche, passeports, certificats, timbres, documents publics et toute autre fourniture de bureaux, y compris les coffres-forts et les machines à écrire.

Art. 11.

Les bâtiments ou locaux affectés à la résidence consulaire et qui sont de propriété de l'une des Hautes Parties Contractantes sont exemptés des impôts établis par l'État ou par un autre corps constitué d'après le droit public du Pays sur les immeubles ou leur revenu.

Art. 12.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ainsi que les agents du service consulaire, ressortissants de l'État qui les a nommés, ne sont pas justiciables des tribunaux du Pays de leur résidence en raison des actes de leurs fonctions.

Au cas où cette exception serait invoquée devant une autorité de l'État de résidence, celle-ci devra s'abstenir de statuer, toutes les difficultés de cette nature devant toujours être réglées par la voie diplomatique.

Art. 13.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ressortissants de l'État qui les a nommés, ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif, excepté pour les infractions qui, en vertu de la législation du pays de résidence, sont punissables d'une peine de prison ou d'une peine analogue de privation de liberté au-dessus de deux ans ou d'une peine plus grave.

En cas d'arrestation ou de mise en accusation d'un consul général, d'un consul, d'un vice-consul, d'un secrétaire ou d'un autre fonctionnaire consulaire, le Gouvernement de l'État sur le territoire duquel l'arrestation ou la mise en accusation aurait eu lieu, en informera sans délai le représentant diplomatique de l'État qui a nommé ledit fonctionnaire consulaire.

Art. 14.

Les fonctionnaires consulaires seront tenus, sur l'invitation des autorités judiciaires du Pays où ils exercent leurs fonctions, de répondre comme témoins en justice. Les chefs des offices consulaires de carrière pourront, en cas d'empêchement résultant des nécessités de service, déposer aux sièges des consulats, dans le délai fixé par l'autorité judiciaire.

Dans ce cas l'interrogatoire aura lieu d'après les formes prévues par les lois locales.

Les fonctionnaires consulaires pourront refuser de déposer sur tous les faits qui ont trait à l'exercice de leurs fonctions.

Art. 15.

Sous réserve des privilèges et immunités mentionnés dans la présente convention, les fonctionnaires consulaires seront soumis dans les mêmes conditions que les nationaux, tant en matière civile qu'en matière criminelle, à la juridiction des tribunaux de l'État de leur résidence.

Art. 16.

Les gérants des consulats généraux, consulats et vice-consulats jouiront, pendant leur gestion intérimaire, des privilèges et immunités reconnus aux titulaires.

Chapitre III.

ATTRIBUTIONS CONSULAIRES.

Titre I.

Dispositions générales.

Art. 17.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls sont admis à protéger les ressortissants de l'État qui les a nommés et à défendre, en vertu du droit et des usages internationaux, tous droits et intérêts de ces ressortissants.

À cet effet, ils pourront s'adresser à toutes les autorités de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre les deux Parties et contre tout abus dont leurs nationaux pourraient avoir à se plaindre.

Art. 18.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit, pour autant qu'ils y sont autorisés par la législation de l'État qui les a nommés:

1. — de recevoir dans leur chancellerie ou domiciles, aux domiciles des intéressés et à bord des navires ou des aéronefs de leur nationalité toutes déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants, ainsi que tous autres ressortissants de leur Pays;

2. — de recevoir, dresser et légaliser dans leur chancellerie, au domicile des parties et à bord des navires de leur nationalité des actes juridiques unilatéraux et des dispositions testamentaires de leurs nationaux, ainsi que tous les actes juridiques bilatéraux où figurent seulement leurs nationaux ou bien leurs nationaux, d'une part, et d'autres personnes, ressortissants du Pays de leur résidence ou d'une tierce puissance, d'autre part;

3. — de recevoir, dresser et légaliser dans leur chancellerie et à bord des navires de leur nationalité des actes juridiques, unilatéraux et bilatéraux, où figurent seulement des ressortissants du Pays de leur résidence ou d'une tierce puissance, pourvu que ces actes aient rapport à des droits et biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartient le consul général, le consul ou le vice-consul par devant lequel ils seront passés ou qui sont destinés à produire des effets juridiques sur ce même territoire.

4. — de recevoir, de dresser et d'enregistrer les contrats concernant la vente des navires ou des aéronefs nationaux, les prêts à la grosse, la gage ou hypothèque et l'enrôlement, ainsi que tout autre contrat nécessaire à l'exercice de la navigation maritime ou aérienne nationale;

5. — d'enregistrer les contrats d'achat des navires ou des aéronefs, pourvu qu'une des parties contractantes soit ressortissante de l'État dont relève le consul;

6. — de traduire et de légaliser toute espèce d'actes et de documents délivrés par les autorités ou les fonctionnaires de leur pays ou du pays de leur résidence; ces traductions auront dans les deux Pays la même force et la même valeur que si elles avaient été faites par des fonctionnaires publics ou des interprètes jurés de ces deux Pays;

7. — de délivrer et de viser, conformément aux prescriptions de l'État qui les a nommés, les passeports et tous autres documents officiels.

Il est entendu que les stipulations ci-dessus ne seront pas applicables aux actes juridiques bilatéraux concernant le transfert du droit de propriété ou ayant pour but de graver les immeubles situés sur les territoires de l'État de la résidence du consul général, du consul ou du vice-consul.

Les copies, extraits et expéditions des actes, dressés en vertu du présent article par les consuls et agents consulaires, dûment légalisés par lesdits fonctionnaires consulaires et scellés du sceau des consulats, feront foi, tant en justice que hors de justice, soit dans l'un, soit dans l'autre des États Contractants, au même titre que les originaux et auront le même caractère d'authenticité et la même force probante que s'ils avaient été passés par devant un notaire ou un officier public de l'ordre judiciaire de l'un ou de l'autre Pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'État auquel appartient le consul général, le consul ou le vice-consul et aient été ensuite soumis, de même que les originaux, au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le Pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité de la copie, de l'extrait ou de l'expédition d'un acte dressé à la chancellerie des consulats respectifs, la collation ne pourra être refusée à l'intéressé qui en fera la demande et il pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront, sans exercer de contrainte, procéder aux opérations de recrutement de leurs nationaux qui se soumettront volontairement à l'accomplissement de ces formalités.

Art. 19.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls seront reconnus comme représentants de droit de leurs nationaux se trouvant hors du Pays de leur résidence, à l'effet de pouvoir faire auprès des autorités compétentes de ce Pays les actes de procédure nécessaires à sauvegarder les droits desdits nationaux en matière de réparation d'accidents de travail.

Ils seront également autorisés à recevoir le paiement des rentes ou indemnités dues à leurs nationaux pour réparation d'accidents de travail ou par application des lois d'assurances sociales du Pays de leur résidence si les bénéficiaires se trouvent hors de ce Pays.

Les sociétés ou instituts d'assurances et autres intéressés effectuant le paiement de rentes ou indemnités susvisées entre les mains des fonctionnaires consulaires de l'État dont le bénéficiaire est ressortissant seront libérés par les quittances délivrées par lesdits fonctionnaires.

Art. 20.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ainsi que les représentants diplomatiques pourront célébrer les mariages de leurs nationaux s'ils y sont autorisés par la législation de leur Pays.

Cette disposition n'est pas applicable aux mariages où l'un des futurs époux est ressortissant de l'autre Partie Contractante.

Les fonctionnaires consulaires et les représentants diplomatiques précités devront le plus tôt possible porter les mariages susvisés à la connaissance des autorités du Pays où ils résident.

Titre II.

Tutelle et curatelle.

Art. 21.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls seront admis à exercer la protection des enfants mineurs, des faibles d'esprit et d'autres incapables, ressortissants de l'État qui les a nommés; à cet effet les fonctionnaires consulaires susnommés auront le droit de prendre, dans les limites de la législation locale, toutes les mesures nécessaires qu'ils jugeront utiles.

Titre III.

Successions.

Art. 22.

En cas de décès d'un ressortissant de l'une des deux Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, l'autorité locale compétente devra en donner avis immédiat au fonctionnaire consulaire.

Les fonctionnaires consulaires de leur côté devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils seront informés les premiers du décès.

L'autorité locale compétente devra transmettre dans le plus bref délai au fonctionnaire consulaire une expédition sans frais de l'acte de décès et lui faire connaître ce qu'elle sait au sujet des ayants droits à la succession, de leur résidence, de l'existence de dispositions testamentaires et des biens du défunt.

Art. 23.

Si un italien laisse des biens en Lettonie ou si un letton laisse des biens en Italie et que les ayants droit à sa succession ou certains d'entre eux soient inconnus ou absents, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront qualité pour requérir l'apposition des scellés sur les effets, papiers et autres biens mobiliers du défunt, et assister à l'accomplissement de cette formalité. Ils veilleront à ce que l'autorité compétente recherche s'il y a un testament, et recevront communication de tous renseignements et documents qui leur permettront de retrouver les ayants droit. Ils pourront requérir la confection d'un inventaire et auront, en tous cas, le droit d'y assister. Ils pourront, en outre, s'ils le jugent utile, provoquer la nomination par l'autorité locale compétente d'un administrateur ou curateur de la succession qui sera choisi sur leur présentation parmi les personnes désignées par la loi ou l'usage pour remplir cette fonction.

L'administrateur ou curateur, toutes les fois qu'il en sera requis, devra communiquer au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire tous renseignements concernant la liquidation de la succession.

L'intervention consulaire ne sera pas admise dès qu'il aura été constaté qu'il n'y a pas d'ayants droit de la nationalité de l'État qui a nommé l'agent ou que tous les héritiers sont présents ou représentés.

Art. 24.

Les dispositions de l'article 23 seront applicables lorsque des ressortissants de l'un des États contractants, absents ou incapables, et non représentés, seront intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre État, quelle que soit la nationalité du de cuius. Mais l'intervention consulaire ne sera plus admise dès que tous les ayants droit de la nationalité de l'État qui a nommé l'agent seront présents ou représentés.

Art. 25.

Si un italien laisse des biens en Lettonie ou si un letton laisse des biens en Italie et que l'autorité territoriale estime la valeur de ces biens inférieure:

En Italie à lire 3500
En Lettonie à lats 1000

le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire pourra se faire remettre ces biens. Il sera seul chargé de la liquidation de la succession, mais ne pourra en transmettre le produit hors du territoire de l'État de résidence qu'après le règlement du passif et le paiement de toutes taxes qui pourraient être dues.

Titre IV.

Navigation Maritime et Aérienne.

Art. 26.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront, en se conformant aux règlements du port où se trouvent les fonctionnaires consulaires susmentionnés, faciliter l'entrée et l'expédition des navires battant leur pavillon national et leur prêter leur appui, pendant la durée du séjour dans la circonscription consulaire.

À cet effet ils pourront se rendre personnellement ou envoyer des délégués à bord desdits navires dès que ceux-ci auront été admis en libre pratique, interroger les capitaines, les membres de l'équipage et recueillir des renseignements conformément à l'article 18, des déclarations sur le voyage, la destination et les incidents de la traversée et d'autres déclarations des membres de l'équipage et des passagers, procéder aussi par tous experts de leur confiance à toute vérification en cas d'avarie ou à toute requête en cas de sinistre, prévue par leur loi nationale.

Art. 27.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce battant leur pavillon national.

Les contestations de toute nature entre le capitaine, les officiers et les autres membres de l'équipage et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproques contractés seront résolues par les fonctionnaires susvisés, en tant qu'ils y sont qualifiés d'après les lois de l'État dont ils relèvent.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou lorsque des personnes ayant la nationalité du Pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouveraient mêlées. Dans tous les autres cas de désordres à bord, les autorités locales se borneront à prêter leur appui aux fonctionnaires consulaires ou aux capitaines, en cas d'absence du consul, s'ils en font requête. En particulier elles auront à ramener à bord tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage et à l'arrêter, à moins qu'il s'agit, dans le dernier cas, d'un ressortissant du pays. La mise en état d'arrestation aura lieu sur demande écrite adressée aux autorités locales et accompagnée d'un extrait authentique du rôle de l'équipage et sera maintenue pendant deux mois. Si le navire reste plus longtemps dans le port, le détenu doit être ramené à bord jusqu'au départ du navire.

Les frais de l'arrestation et de la détention seront à la charge de l'État dont relève le fonctionnaire consulaire.

Art. 28.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront faire arrêter et renvoyer à bord les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie de l'équipage des navires battant le pavillon national, qui auraient déserté.

À cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, au moyen de la présentation des registres du navire ou du rôle de l'équipage, ou en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'existe pas de fonctionnaire consulaire, la demande susindiquée pourra être faite par le capitaine lui-même aux mêmes conditions. Sur cette demande ainsi justifiée on donnera aux dits fonctionnaires consulaires et capitaines tout concours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs afin de les conduire à bord.

Toutefois, au cas où le déserteur aurait commis quelque crime ou délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les marins ou tout autre individu de l'équipage ressortissant du Pays dans lequel s'effectuerait la désertion sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 29.

Lorsqu'un navire battant le pavillon d'une des deux Hautes Parties Contractantes fera naufrage ou échouera sur les côtes du territoire de l'autre Haute Partie Contractante, les autorités locales devront porter le fait à la connaissance du consul général, consul et vice-consul.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée du fonctionnaire consulaire ou de la personne qu'il déléguerait à cet effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'une des Hautes Parties Contractantes qui feraient naufrage ou échoueraient sur les côtes du territoire de l'autre Partie Contractante, seront dirigées par les consuls généraux, consul et vice-consuls du Pays dont le navire bat le pavillon.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister les fonctionnaires consulaires, ou leurs délégués, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées et pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de droits d'aucune espèce, hors de ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

Les marchandises et les effets sauvés ne seront soumis au paiement d'aucun droit de douane à moins qu'ils ne soient destinés à la consommation intérieure.

Art. 30.

A moins d'arrangements contraires entre les parties intéressées au navire et à la cargaison, l'avarie subie en route par le navire d'une des Hautes Parties Contractantes sera réglée par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de cette Partie, si le navire fait relâche dans un port de leur circonscription.

Toutefois, l'avarie sera réglée par les autorités du Pays, si un sujet du Pays ou d'une tierce Puissance est intéressée et qu'il n'y ait pas eu moyen de régler l'affaire à l'amiable.

Art. 31.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront exercer, en outre, en matière de navigation, les autres fonctions de caractère purement administratif, comptable ou technique qui leur sont confiées par les lois du Pays dont ils relèvent.

Art. 32.

Les dispositions du présent titre s'appliquent, en tant que possible, à la navigation aérienne.

Titre V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES.

Art. 33.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à accorder à l'autre Partie le traitement de la nation la plus favorisée en matière d'établissement consulaire ainsi qu'en tout ce qui concerne les attributions, pouvoirs, droits, privilèges et immunités consulaires.

Toutefois aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée pour réclamer en faveur de ses fonctionnaires consulaires des droits, privilèges et immunités autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie.

Art. 34.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent de procéder d'un commun accord, par échange de notes, à l'application du présent traité à leurs colonies, protectorats, territoires sous mandat ou à tous autres territoires soumis à leur souveraineté ou autorité ou à tous territoires sous leur suzeraineté.

Art. 35.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications en seront échangées à Riga aussitôt que faire se pourra.

La présente Convention entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications et elle aura une durée de cinq ans à partir de ce jour. Cependant si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de dix mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre Partie Contractante.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention et l'ont munie de leurs sceaux.

Fait à Rome, le 11 mai mille neuf cent trente deux en deux exemplaires, dont un sera remis à chacun des États signataires.

(Zīmoga nosp.)

Paraksts: P. Seya.

(Zīmoga nosp.)

Paraksts: Dino Grandi.

Tulkojums.

Konsulārā konvencija starp Latvijas republiku un Itālijas karalisti.

Latvijas Republikas Prezidents un Viņa Majestāte Itālijas Karalis nolēmuši noslēgt konsulāru konvenciju un iecēlušī šajā nolūkā par saviem pilnvarotiem:

Latvijas Republikas Prezidents:

V. E. Pēteri Sējas kungu, Latvijas Republikas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru Romā;

Viņa Majestāte Itālijas Karalis:

V. E. god. Dino Grandi, ārlietu ministru;

kuņģi, pārbaudījuši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekojošo:

I nodaļa.

KONSULĀRIE IERĒDŅI.

1. pants.

Katra Augstā Lidzēja Puse var iecelt otras Puses teritorijas ostās, pilsētās un apdzīvotās vietās ģenerālkonsulus, konsulus, vice-konsulus un konsulāros aģentus, izņemot tādas vietas, kur otrā Puse ātrastu par vēlamu nepieļaut šādu pārstāvju iecelšanu, ar nosacījumu, ka šajā ziņā ikviens izņēmums līdzīgi piemērojams ikkurai citai valstij.

Katra konsulārā iecirkņa platību noteic Puse, kas iecēlusi augstāk minētos konsulāros ierēdņus, un tā paziņojama otrai Pusei. Tas pats attiecināms uz ikkuru vēlāku grozījumu, ko izdarītu ar agrāk noteiktiem konsulāriem iecirkņiem.

2. pants.

Konsulārie ierēdņi var būt karjēras vai goda ierēdņi.

Gadījumā, ja goda ierēdņi būtu tās zemes pilsoņi, kur viņiem jāizpilda savi amata pienākumi, tad pirms viņu iecelšanas izprasāma diplomātiskā ceļā šīs zemes valdības piekrišana.

3. pants.

Ģenerālkonsulus, konsulus un vicekonsulus, pēc viņu iecelšanas rakstu uzrādīšanas protokolārā ceļā, abas puses pieļaidīs un atzīs saskaņā ar viņu rezidēšanas mitekļa valsti pastāvošiem noteikumiem un formālītātēm; pēc tam viņi var izpildīt amata pienākumus savā iecirknī.

Steidzamības gadījumā, viņu valdībai pieprasot, viņus var pieļaut izpildīt savus amata pienākumus pagaidām.

Ja viena Puse atrod, ka eksekvatūra vai atļauja pagaidām izpildīt amata pienākumus nav piešķirama vai ir atsaucama, tad viņa paziņo otrai Pusei attiecīgos iemeslus, kuņu novērtējums piekrit vienīgi viņai, pie kam otrā gadījumā tas izdarāms pirms eksekvatūras vai atļaujas atsaukšanas izpildīt amata pienākumus pagaidām.

4. pants.

Ģenerālkonsuli un konsuli var iecelt konsulāros aģentus savu attiecīgo konsulāro iecirkņu apdzīvotās vietās.

Konsulāriem aģentiem izsniedzama tā konsula izdota apliecība, kuņš tos iecēlis, un tā iesniedzama pārzinātājam iestādēm eksekvatūras piešķiršanai vai apstiprināšanai citādā veidā.

5. pants.

Karjēras ģenerālkonsuliem, konsuliem un vicekonsuliem, kā arī ikkurai citam karjēras ierēdnim tās zemes iestādes, kur viņi izpilda savus amata pienākumus, izsniedz sevišķu personas apliecību, kur uzrādīts viņu oficiālais amats, un kur turienes iestādēm ieteikts viņus atbalstīt.

6. pants.

Ģenerālkonsula, konsula vai vicekonsula aizkavējuma, prombūtnes vai nāves gadījumā papildu ierēdnim atļaujams izpildīt viņu amata pienākumus pagaidām, ar nosacījumu, ka par šī ierēdņa amata uzdevumiem paziņots vietējam pārzinātājam iestādēm.

II nodaļa.

KONSULĀRO IERĒDŅU PRIVILĒĢIJAS UN IMMUNITĀTES.

7. pants.

Ģenerālkonsuli, konsuli un vicekonsuli var piestiprināt pie nama, kur atrodas viņu biroji un kancelejas, iecēlējas valsts ģerboni ar uzrakstu, kas izteic viņu oficiālo stāvokli. Tie var arī izkārt savas valsts karogu pie konsulāta nama savas valsts publisko svētku dienās, kā arī citos parastos gadījumos, pie kam saprotams, ka šis ārējās zīmes nevar nekādā gadījumā iztulkot kā pamatu patvēruma tiesībām; viņas uzskatāmas tikai par konsulāta nama apzīmējumu. Viņi tāpat var izkārt savas valsts karogu uz kuģiem, kuņš tie brauktu, izpildot savus amata pienākumus.

Visos gadījumos, kad viņi izpilda savus amata pienākumus, viņiem parādāms viņu oficiālam stāvoklim pienācīgais gods.

8. pants.

Visas telpas, ko lieto oficiālā konsulārā dienesta biroju vajadzībām, un telpas, kas speciāli iekārtotas konsulārā archīva novietošanai, ir vienmēr neaizkaramas. Šīs telpas ir atdalāmas no konsulārā ierēdņa privātā dzīvokļa, un tās nevar izlietot citiem nolūkiem. Nekādā gadījumā tās nevar izlietot kā patvērumu. Vietējās iestādes nekādu jemeslu dēļ nevar apskatīt vai apķīlāt dokumentus, kas novietoti minētā archīvā. Šie dokumenti arvien jātur pilnīgi atšķirti no konsulāta vadītāja personīgiem dokumentiem, kā arī no grāmatām un dokumentiem, kas attiecas uz tirdzniecību vai rūpniecību, ar ko goda pārstāvis nodarbotos.

9. pants.

Karjēras ģenerālkonsuli, konsuli, vicekonsuli, kā arī visi karjēras ierēdņi, ar nosacījumu, ka viņi ir viņu iecēlējas Puses pilsoņi, atbrīvojami no ikkuras militārās rekvizīcijas, kontribūcijas, nodevas vai dzīvokļu klausām. Šī atbrīvošana neattiecas uz nekustāmiem īpašumiem, kas minētiem ierēdņiem piederētu viņu rezidēšanas zemē, ja tikai šajos īpašumos ietilpstošās ēkas nelieto konsulārā dienesta vajadzībām, vai ja tās neizmanto kā minēto ierēdņu dzīvokļus.

Bez tam minētie ierēdņi atbrīvojami no visiem tiešiem nodokļiem, ko uzliek tieši nodokļu maksātājiem valsts vai cita valsts publiskajās tiesībās paredzēta iestāde, izņemot gadījumu, ja tie ir uzlikti sakarā ar nodarbošanos ar tirdzniecību, ar rūpniecību vai kādu citu profesiju, sakarā ar nekustamu īpašumu izmantošanu vai uz kapitāla ienākumiem, ko minētie ierēdņi novietojuši viņu rezidēšanas zemē.

Katrā ziņā no militārām rekvizīcijām un dzīvokļu klausām ir atbrīvojamas telpas, ko lieto kancelejas biroja un konsulārā archīva vajadzībām.

10. pants.

Karjēras ģenerālkonsuli, konsuli un vicekonsuli, kā arī visi karjēras ierēdņi, kuņģi ir viņu iecēlējas zemes pilsoņi, pirmo reizi uz savu darba vietu braucot vai desmit nākamo mēnešu laikā var ievest bez muitas viņiem vai viņu ģimenei piederīgās mēbeles, drēbes, mājsaimniecības lietas un piederumus ar nosacījumu, ka tos nodos muitas pārbaudei.

Šī atbrīvošana no muitas nodokļa neattiecas uz pārtikas vielām.

Katra Augstā Lidzēja Puse bez tam apņemas atļaut ievest bez muitas visas mēbeles un priekšmetus, kas lemti pirmās iekārtošanās vai konsulāro biroju oficiālām vajadzībām, kā arī karogus, formas tērpus, ģerboņus, reģistrus, blankas ar iespiestu konsulāta nosaukumu, burtnīcas ar izplēšamām lapām, pases, apliecības, zīmogus, publiskus dokumentus un visus citus biroja piederumus, ieslēdzot naudas skapjus un rakstāmmašīnas.

11. pants.

Celtnes vai telpas, kas lemtas konsulāta miteklim un atrodas vienas Augstās Lidzējas Puses īpašumā, atbrīvojamas no nekustamas mantas vai tās ienākuma nodokļiem valstij vai kādai citas valsts publiskajās tiesībās paredzētai iestādei par labu.

12. pants.

Ģenerālkonsuli, konsuli un vicekonsuli, kā arī konsulārā dienesta aģenti, kas ir viņu iecēlējas zemes pilsoņi, nav tiesājami viņu rezidēšanas zemes tiesās par viņu amata darbību.

Gadījumā, ja uz šo izņēmumu atsauktos kāda rezidēšanas valsts iestāde, tai jāatturas no lemšanas, un visas šāda veida grūtības arvien nokārtojamas diplomātiskā ceļā.

13. pants.

Ģenerālkonsulus, konsulus un vicekonsulus, kuņģi ir viņu iecēlējas zemes pilsoņi, nevar aizturēt vai priekšlaikus apcietināt, izņemot par noziedzīgiem nodarījumiem, kas pēc rezidēšanas valsts likumiem sodāmi ar cietuma sodu jeb ar līdzīgu sodu, atņemot brīvību uz vairāk kā diviem gadiem, vai arī smagāku sodu.

Gadījumā, ja ģenerālkonsulu, konsulu, vicekonsulu, sekretāru vai kādu citu konsulāro ierēdni aizturētu vai nodotu tiesai, tās valsts valdībai, kuņas teritorijā aizturēšana vai nodošana tiesai notikusi, par to nekavējoties jāpaziņo tās valsts diplomātiskam pārstāvim, kas minēto konsulāro ierēdni iecēlusi.

14. pants.

Konsulāriem ierēdņiem, ja viņus aicina tās zemes tiesas iestādes, kuņģi viņi izpilda savus amata pienākumus, jāuzstājas tiesā kā lieciniekiem. Konsulāro iestāžu vadītāji var gadījumos, kad viņus aizkavē dienesta pienākumi, nodot liecību konsulātu telpās tiesas iestādes noteiktā laikā.

Šādā gadījumā nopratināšana izdarāma vietējos likumos paredzētā kārtībā. Konsulārie ierēdņi var atteikties nodot liecības par visiem apstākļiem, kam ir sakars ar viņu amata darbību.

15. pants.

Izņemot privilēģijas un immunitātes, kas minētas šajā konvencijā, konsulārie ierēdņi padodami rezidēšanas valsts tiesu jurisdīkcijai kā civilās, tā arī kriminālās lietās, ar tādiem pašiem nosacījumiem, kā valsts piederīgie.

16. pants.

Ģenerālkonsulātu, konsulātu un vicekonsulātu pagaidu vadītājiem pagaidu vadīšanas laikā piešķiramas privilēģijas un immunitātes, kas pienākas istajam amatpersonām.

III nodaļa.

KONSULĀRIE PIENĀKUMI.

I nodaļījums.

Vispārējie nosacījumi.

17. pants.

Ģenerālkonsuli, konsuli un vicekonsuli var aizsargāt viņu iecelšanas valsts pavalstniekus un aizstāvēt uz starptautisko tiesību un parašu pamata visas šo pavalstnieku tiesības un intereses.

Šajā nolūkā viņi var griezties pie visām savā iecirkņa iestādēm, ceļot iebildumus pret abu valstu starpā pastāvošo līgumu vai konvenciju ikuļu laušanu un pret ikuļu pārstābi, par ko šo valstu pavalstnieki sūdzētos.

18. pants.

Ģenerālkonsuli, konsuli, vicekonsuli un konsulārie aģenti var tiktāl, ciktāl to atļauj viņu iecelšanas valsts likumi:

1) — pieņemt savā kancelejā vai dzīvoklī, ieinteresēto personu dzīvokļos un uz savas valsts kuģiem vai gaisa kuģiem visus paziņojumus, ko varētu iesniegt kapteiņi, kuģa ļaudis un pasažieri, tirgotāji un visi citi viņu zemes pilsoņi;

2) — pieņemt, sastādīt un apliecināt savā kancelejā, darījuma dalībnieku dzīvoklī un uz savas valsts vienpusējus juridiskus aktus un savas valsts pavalstnieku testāmentus, kā arī visus divpusējus juridiskus aktus, kuģu dalībnieki ir vienīgi viņu valsts pavalstnieki vai ir no vienas puses viņu valsts pavalstnieki, bet no otras puses — citas personas, kuģas ir viņu rezidēšanas zemes vai kādas trešās valsts piederīgie;

3) — pieņemt, sastādīt un apliecināt savā kancelejā un uz savas valsts kuģiem vienpusējus un divpusējus juridiskus aktus, kuģu dalībnieki ir vienīgi viņu rezidēšanas zemes vai kādas trešās valsts piederīgie, ja šādi akti attiecas uz tiesībām un mantām, kas atrodas, vai darījumiem, kas kārtojami tās valsts teritorijā, pie kuģas pieder ģenerālkonsuls, konsuls vai vicekonsuls, kuģam tie celti priekšā, vai ja to juridiskām sekām jāiestājas minētās valsts teritorijā;

4) — pieņemt, sastādīt un reģistrēt līgumus par savas valsts kuģu vai gaisa kuģu pārdošanu, par bodmerēju, iekļāšanu vai hipotēku un piemunsturēšanu, kā arī katru citu līgumu, kas nepieciešams nacionālās kuģniecības un gaisakuģniecības vajadzībām;

5) — reģistrēt līgumus par kuģu vai gaisa kuģu pirkšanu, ja tik viena no līdzējām pusēm ir konsulu iecelšanas valsts piederīgā;

6) — pārtulkot un apliecināt visāda veida aktus un dokumentus, ko izsniegušas viņu zemes vai viņu rezidēšanas zemes iestādes vai ierēdņi; šādiem tulkojumiem abās zemēs ir tāds pat spēks un tāds pat derīgums kā tad, ja tos būtu izdarījuši kādi no šo abu zemju oficiāliem ierēdņiem vai zvērinātiem tulkiem;

7) — izsniegt un vizēt saskaņā ar viņu iecelšanas valsts priekšrakstiem pases un visāda veida oficiālus dokumentus.

Augšā sniegtie noteikumi saprotami tā, ka tie nav piemērojami juridiskiem divpusējiem aktiem attiecībā uz īpašuma tiesību pārņemšanu, vai kuģu nolūks apgrūtināt nekustamu mantu, kas atrodas ģenerālkonsula, konsula vai vicekonsula rezidēšanas valsts teritorijā.

Saskaņā ar šī panta noteikumiem konsulu un konsulāro aģentu izgatavoto aktu norakstiem, izvilkumiem un novilkumiem, ko minētie konsulārie ierēdņi pienācīgi apliecinājuši, piespiežot konsulāta zīmogu, atzīstami kā tiesā, tā ārpus tiesas, kā vienā, tā arī otrā no Līdzējām valstīm, līdzīgi oriģināliem, un tiem ir tāds pats īstenības raksturs, un tie uzskatāmi par tikpat neapšaubāmiem pierādījumiem, kā tad, ja tos būtu izgatavojis vienas vai otras zemes notārs vai cits oficiāls tiesu ierēdnis, ja vien šie akti sastādīti tādā veidā, kā to prasa ģenerālkonsulu, konsulu vai vicekonsulu iecelšanas valsts likumi, un ja pēc tam par tiem, tāpat kā par oriģināliem, nomaksāta zīmognodeva un reģistrēšanas nodeva, un ja ir ievērotas visas citas formālītātes, kas, zīmējoties uz minēto, ir spēkā tajā zemē, kur akts izpildāms.

Gadījumā, ja izceļas šaubas par attiecīgo konsulātu kancelejā izgatavoto aktu norakstu, izvilkumu vai novilkumu īstenību, tad ieinteresētai personai nevar liegt salīdzināšanu ar oriģinālu, ja viņa to prasa, un viņai ir tiesība, ja viņa to uzskata par vēlamu, būt klāt pie šās salīdzināšanas.

Ģenerālkonsuli, konsuli, vicekonsuli un konsulārie aģenti var, nelietojot spaidu nekadējus, darīt vajadzīgo, lai iesauktu kara dienestā savas valsts pilsoņus, kuģi labprātīgi padodas attiecīgo formālītāšu izpildīšanai.

19. pants.

Ģenerālkonsuli, konsuli un vicekonsuli uzskatāmi kā likumīgi pārstāvji viņu valsts pilsoņiem, kuģi atrodas ārpus viņu rezidēšanas zemes, tādā nozīmē, ka viņi var izdarīt šās zemes pārzinātājās iestādēs visas vajadzīgās darbības, ko prasa procedūra, lai nodrošinātu minēto pavalstnieku tiesības zīmējoties uz atbildību nelaiemes gadījumos darbā.

Tāpat viņi var saņemt pensiju vai atlīdzinājumu maksas, kas pienākas viņu valsts pavalstniekiem sakarā ar atbildību nelaiemes gadījumos darbā vai piemērojot viņu rezidēšanas zemes sociālās apdrošināšanas likumus, ja personas, kuģam tās pienākas, atrodas ārpus šās zemes.

Apdrošināšanas biedrības un iestādes, kā arī citi ieinteresētie, kas izdara augšā minētos pensiju vai atlīdzinājumu maksājumus tās valsts konsulāriem ierēdņiem, pie kuģas pieder persona, kuģai tās pienākas, uzskatāmas par savus pienākumus nokārtojušām, saņemot minēto ierēdņu izsniegtās kvītis.

20. pants.

Ģenerālkonsuli, konsuli un vicekonsuli, kā arī diplomātiskie pārstāvji var izdarīt savas valsts pavalstnieku laulāšanu, ja to atļauj viņu zemes likumi.

Šis noteikums nav piemērojams tādām laulībām, kur viena no personām, kas dodas laulībā, ir otras Līdzējās Puses pavalstnieks.

Minētiem konsulāriem ierēdņiem un diplomātiskiem pārstāvjiem par šādām laulībām jāpaziņo cik iespējams drīzā laikā viņu rezidēšanas zemes iestādēm.

II nodaļījums.

Aizbildniecība un aizgādniecība.

21. pants.

Ģenerālkonsuli, konsuli un vicekonsuli var uzņemties nepilngadīgu bērnu, vājprātīgu vai citu nespējnieku, kuģi ir viņu iecelšanas valsts pavalstnieki, aizsargāšanu; minētiem konsulāriem ierēdņiem ir tiesība spert šajā nolūkā visus vajadzīgos solus, ko viņi uzskata par noderīgiem, ciktāl to atļauj vietējie likumi.

III nodaļījums.

Mantošana.

22. pants.

Kādam vienas abu Augstās Līdzējās Puses pavalstniekam nomirstot otrās teritorijā, vietējai pārzinātājai iestādei par to tūlīt jāpaziņo konsulāram ierēdnim.

Konsulāriem ierēdņiem no savas puses līdzīgi jāziņo vietējām iestādēm, ja viņi dabū zināt pirmie par miršanas gadījumu.

Vietējai pārzinātājai iestādei pēc iespējas drīzā laikā jānodod konsulāram ierēdnim miršanas apliecības bezmaksas noraksts, un tam jāpaziņo viss, kas viņai zināms par personām, kuģam tiesība saņemt mantojumu, par viņu dzīves vietu, par testāmenta noteikumiem, ja tādi būtu, un par mirušās personas mantas apstākļiem.

23. pants.

Ja kāds itālietis atstāj mantojumu Latvijā, vai ja kāds latvietis atstāj mantojumu Itālijā, un ja personas, kuģam tiesība saņemt mantojumu, vai dažas no viņām nav zināmas vai atrodas atbūtnē, tad, ģenerālkonsuliem, konsuliem, vicekonsuliem un konsulāriem aģentiem ir tiesība prasīt mirušā ietu, dokumentu un citu kustamo mantu apzīmogošanu, kā arī būt klāt pie šās formālītātes izdarīšanas. Tie raudzīsies, lai pārzinātāja iestāde meklētu, vai ir sastādīts testaments, un saņems visas ziņas un paziņojumus, kas palīdz atrast tiesībuņēmējus. Viņi var pieprasīt inventāra sastādīšanu, un viņiem katrā ziņā ir tiesība tajā piedalīties. Bez tam viņi var, ja viņi to atrod par vajadzīgu, lūgt vietējo pārzinātāju iestādi iecelt mantojumam pārvaldnieku vai aizgādni, kas iecelams pēc viņu priekšlikuma no tādu personu vidus, kam likums vai ierašas uzdod izpildīt šos pienākumus.

Pārvaldniekam vai aizgādnim katru reizi, kad viņam to pieprasa, jāiesniedz ģenerālkonsulam, konsulam, vicekonsulam vai konsulāram aģentam visas ziņas par mantojuma likvidāciju.

Konsulāta iejaukšanās nav pieļaujama pēc tam, kad konstatēts, ka neviens tiesībuņēmējs nav aģenta iecelšanas valsts pavalstnieks, vai arī, ja visi mantnieki ir klāt vai ir iecēlušī savus pārstāvjus.

24. pants.

23. panta noteikumi piemērojami, ja kādi vienas Līdzējās Valsts pavalstnieki, kuģi atrodas atbūtnē vai ir nespējnieki, un kuģiem nav pārstāvju, ir ieinteresēti mantojuma gadījumā, kas iestāties otras Valsts teritorijā, lai arī persona de cuius būtu kādas valsts pavalstniece būdama. Tomēr konsulāta iejaukšanās vairs nav pieļaujama pēc tam, kad visi tiesībuņēmēji, kas ir aģenta iecelšanas valsts pavalstnieki, ir klāt vai ir iecēlušī savus pārstāvjus.

25. pants.

Ja kāds itālietis atstāj mantojumu Latvijā vai ja kāds latvietis atstāj mantojumu Itālijā un ja vietējā iestāde uzskata, ka šī mantojuma vērtība ir zemāka:

Itālijā par 3500 lirām,
Latvijā par 1000 latiem,

tad ģenerālkonsuls, konsuls, vicekonsuls vai konsulārais aģents var likt šo mantojumu nodot sev. Viņam ir tiesība nokārtot vienam pašam šo mantojumu, bet viņš var izsniegt tā iznākumu ārpus rezidēšanas valsts teritorijas tikai pēc pasīva nokārtošanas un pēc visu nodevu nomaksas, ja tādas uzliktas.

IV nodaļījums.

Kuģniecība un gaisakuģniecība.

26. pants.

Ģenerālkonsuli, konsuli un vicekonsuli var, saskaņā ar tās ostas kārtību, kur minētie konsulārie ierēdņi atrodas, atvieglināt zem viņu valsts karoga braucošo kuģu iebraukšanu un izbraukšanu un sniegt tiem savu palīdzību pa uzturēšanās laiku konsulārā iecirknī.

Šajā nolūkā viņi var ierasties personīgi vai arī nosūtīt pārstāvjus uz minētiem kuģiem, tiklīdz tiem dota satiksmes brīvība, iztaujāt kapteiņus, kuģa ļaudis un ievākt ziņas saskaņā ar 18. pantu, paskaidrojumus par braucienu, gala mērķi un ceļojuma notikumiem, kā arī citus paskaidrojumus par kuģa ļaudīm un pasažieriem, tāpat uzdot ikuģam lietpratējam, kuģam viņi uzticētos, izdarīt katru pārbaudi avārijas gadījumā vai katru izziņu nelaiemes gadījumā, ciktāl tas paredzēts viņu valsts likumos.

27. pants.

Vienīgi ģenerālkonsuliem, konsuliem un vicekonsuliem pienākas rūpēties par iekšējās kārtības uzturēšanu savas iecelšanas valsts tirdzniecības kuģos.

Visāda veida strīdus, kas izceļos starp kapteini, virsniekiem un pārējiem kuģa ļaudīm, un it sevišķi visus strīdus par aļu un par savstarpēju saistību pildīšanu nokārto augšā minētie ierēdņi, ja to atļauj viņu iecelšanas valsts likumi.

Vietējās iestādes var iejaukties tikai tad, ja uz kuģiem izceļusās tāda veida nekārtības, kas apdraud mieru un publisko kārtību uz sauszemes vai ostā, vai ja tajās piedalās pašu zemes pilsoņi vai personas, kuģas nepieder pie kuģa ļaudīm. Visos citos gadījumos, kad uz kuģiem izceļas nekārtības, vietējām iestādēm jāprobežojas ar palīdzības sniegšanu konsulāriem ierēdņiem vai — konsula atbūtnē — kapteinim, ja viņi to pieprasa. It sevišķi viņām jānogādā atpakaļ kuģi visas personas, kuģas ierakstītas munsturrullī, un tās jāaiztur, pēdējā gadījumā izņemot pašu zemes pilsoņus. Aizturēšana izdaiāma uz rakstiska pieprasījuma pamata vietējām iestādēm, pie kam pieprasījumam pievienojams autentisks izraksts no munsturrullja un aizturēšana var ilgt divus mēnešus. Ja kuģis paliek ostā ilgāku laiku, apcietinātais nogādājams atpakaļ kuģi līdz kuģa izbraukšanai.

Aizturēšanas un apcietinājuma izdevumus sedz konsulārā ierēdņa iecelēja valsts.

28. pants.

Ģenerālkonsuli, konsuli un vicekonsuli var likt aizturēt un nogādāt atpakaļ kuģi jūrniekus un visas citas personas, kas ietilpst, vienalga ar kādu nosaukumu, zem viņu valsts karoga braucošo kuģu ļaužu skaitā, ja šīs personas dezertējušas.

Šajā nolūkā viņiem jāgriežas ar rakstisku pieprasījumu pie vietējām pārzinātājām iestādēm un jāpierāda, uzrādot kuģa reģistrus vai munsturrullī vai iesniedzot šo dokumentu autentisku norakstu, ka pieprasītās personas tiesām piederējušas pie kuģa ļaudīm. Tajās vietās, kur konsulāro ierēdņu nav, augšā minēto pieprasījumu var iesniegt kapteinis pats ar tādiem pašiem nosacījumiem. Uz tādā veidā pamatotu pieprasījumu minētiem konsulāriem ierēdņiem un kapteiņiem sniedzams viss iespējamais atbalsts un visa iespējamā palīdzība šādu dezertieru meklēšanā un aizturēšanā, lai tos nogādātu atpakaļ kuģi.

Tomēr, ja dezertieris izdarījis uz sauszemes kādu noziegumu vai sodāmu nodarījumu, tad vietējā iestāde var atlikt viņa izdošanu līdz tam laikam, kamēr tiesa taisījusi savu spriedumu, un tas pilnīgi izpildīts.

Augstās Līdzējās Puses vienojas, ka šā panta noteikumi nav piemērojami jūrnikiem un visiem citiem kuģa ļaudīm, kas ir tās zemes pilsoņi, kur viņi dezertējuši.

29. pants.

Ja zem vienas Augstās Līdzējās Puses karoga braucošs kuģis iet bojā vai uzskrien sēkli otrās Augstās Līdzējās Puses teritorijas piekrastē, vietējām iestādēm par šo gadījumu jāpaziņo ģenerālkonsulam, konsulam vai vicekonsulam.

Konsulārā ierēdņa vai viņa sūtītā pārstāvja atbūtnes laikā un līdz viņa ierašanās laikam vietējām iestādēm jāspēr visi vajadzīgie soļi, lai aizsargātu personas un lai uzglabātu lietas, kas izglābtas kuģim bojā ejot.

Vienas Augstās Līdzējās Puses kuģim bojā ejot vai uzskrienot sēkli otras Līdzējās Puses teritorijas piekrastē, visi glābšanas darbi jāveda tās valsts ģenerālkonsuliem, konsuliem un vicekonsuliem, zem kuģas karoga kuģis brauc.

Vietējo iestāžu iejaukšanās pieļaujama vienīgi, lai palīdzētu konsulāriem ierēdņiem vai viņu pārstāvjiem, lai uzturētu kārtību, lai nodrošinātu pie kuģa ļaudīm nepiederīgo glābēju intereses, lai uzraudzītu, kā izpilda noteikumus par preču ieviešanu un izvešanu, un lai aizsargātu kuģošanas vispārējās intereses.

Par vietējo iestāžu iejaukšanos šajos dažādos gadījumos nav ņemamas nekādas maksas, izņemot tikai tās, kas vajadzīgas glābšanas darbiem un izglābto priekšmetu uzglabāšanai, kā arī tās, kas līdzīgos gadījumos ņemamas no pašu valsts kuģiem.

Izglābtās preces un lietas nav apliekamas ne ar kādu muitas nodokli, ja vien tās nav domātas iekšējam patēriņam.

30. pants.

Ja vien kuģi vai krāvā ieinteresēto pušu starpā nav norunāts citādi, avārijas gadījums ar vienas Augstās Līdzējas Puses kuģi pa braukšanas laiku jānokārto šās Puses ģenerālkonsulim, ja kuģis uzturas kādā viņu iecirkņa ostā.

Avārijas gadījums tomēr jānokārto attiecīgās zemes iestādēm, ja ir ieinteresēts kāds šās zemes vai kādas trešās valsts pilsonis, un ja nav bijis iespējams nokārtot gadījumu izlīdzināšanas ceļā.

31. pants.

Bez tam ģenerālkonsuli, konsuli un vicekonsuli var izpildīt kuģniecības lietās citus tiri administratīva, grāmatvedības vai tehniska rakstura pienākumus, kas viņiem uzticēti ar viņu iecelšanas zemes likumiem.

32. pants.

Šā nodalījuma noteikumi piemērojami, ciktāl tas iespējams, gaiskuģniecībai.

V nodalījums.

Vispārējie un beigu noteikumi.

33. pants.

Katra Augstā Līdzēja Puse apņemas piešķirt otrai Pusei vislielāko labvēlību konsulatū nodibināšanā, kā arī visās attiecībās sakarā ar konsulāriem pienākumiem, pilnvarām, tiesībām, privilēģijām un immunitātēm.

Tomēr neviena no Augstām Līdzējām Pusēm nevar atsaukties uz priekšrocībām, kas izriet no vislielākās labvēlības klauzulas, lai pieprasītu saviem konsulāriem ierēdņiem tiesības, privilēģijas un immunitātes, kas ir citādas vai plašākas, nekā tās, ko viņa pati piešķir otras Puses konsulāriem ierēdņiem.

34. pants.

Augstās Līdzējas Puses patur sev tiesības kopēji vienoties nošu apmaiņas ceļā par šā līguma piemērošanu kolonijās, protektorātos, mandātu zemēs vai visās citās teritorijās, kas atrodas zem viņu suverēnitātes.

35. pants.

Ši konvencija ratificējama pēc iespējas drīzā laikā un ratifikācijas apmaiņas Rīgā cik ātri vien iespējams.

Ši konvencija stājas spēkā piecpadsmitā dienā pēc ratifikāciju apmaiņas un paliek spēkā piecu gadu laikā, skaitot no minētās dienas. Tomēr ja to neuzteic seši mēneši pirms šā termiņa notecēšanas, tā paliek spēkā desmit mēnešu laikā, skaitot no dienas, kad viena vai otra Līdzēja Puse paziņojusi par uzteikšanu.

Šo apliecinot, augšā minētie pilnvarotie parakstīja šo konvenciju un piespieda tai savus zīmogus.

Sastādīts Romā, tūkstoš deviņi simti trīsdesmit otrā gada 11. maijā divos eksemplāros, kuŗu viens izsniedzams katrai no parakstītājam valstīm.

(Z. v.)

(Z. v.)

(Paraksts) P. Sēja.

(Paraksts) Dino Grandi.

Konvencijas tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1933. g. 14. novembra plēnārsēdē.

Saeimas sekretārs J. Kauliņš.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Liepājas apgabaltiesas kriminālodaļa, saskaņā ar savu 1933. g. 9. novembra lēmumu, izbeidz pēc 1903. g. Soda lik. 616. p. 1. d. 2. p.kta ar 3 mēnešiem cietuma sodu notiesātā Leva ar Leona Metislava d. Ivanova meklēšanu caur sludinājumu (Skat. „Valdības Vēstnesis“ 1933. g. 235. numurā).

1933. g. 21. novembrī. № 4264. Akts № 69/33. g. 1. g.

Tiesas loceklis F. Baucē. Sekretārs (paraksts).

Ventspils 1. iecirkņa mirtiesnesis, atsaucoties uz savu 1925. g. 13. augusta sludinājumu „Valdības Vēstnesis“ 1925. g. 189. numurā, izbeidz Icaiga-Eliskuma Abrahāma-Dāvida dēla Apfelbaum meklēšanu.

Ventspilī, 1933. g. 17. novembrī. № 11k/25.

Mirtiesnesis R. Zemols. Sekretārs K. Kānbergs.

Ventspils 1. iecirkņa mirtiesnesis, atsaucoties uz savu 1925. g. 13. augusta sludinājumu „Valdības Vēstnesis“ 1925. g. 189. numurā, izbeidz Kārļa Jāņa d. Zēberga meklēšanu.

Ventspilī, 1933. g. 17. novembrī. № 39k/25.

Mirtiesnesis R. Zemols. Sekretārs K. Kānbergs.

Ventspils 1. iecirkņa mirtiesnesis, atsaucoties uz savu 1927. g. 22. oktobra sludinājumu „Valdības Vēstnesis“ 1927. g. 246. numurā, izbeidz Jāņa Viļa d. Laterera meklēšanu.

Ventspilī, 1933. g. 20. novembrī. № 189k/27.

Mirtiesnesis R. Zemols. Sekretārs K. Kānbergs.

Personu saraksts, kuŗu meklēšana izbeigta, № 1141.

- 30567. Belinskis Pēteris. 16886/25.
30568. Bērziņš Krišs Jāņa d. 13428/25.
30569. Blau Jānis. 13679/25.
30570. Jākobsons Eizens-Visvaldis. 41838/33.
30571. Krēslis Jānis. 41796/33.
30572. Latvelis Vladislavs. 40298/33.
30573. Ostrovskis Jānis. 34546/31.
30574. Zahačevskis Mārtiņš. 35792/31.

Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieks G. Tifentāls. Darbvedis Zaķis.

Maksa.

Nacionālā opera. Ceturtdien, 23. novembrī, Polijas valsts operas primadonnas Vandas Verminskas viesizrādē „Karmen“. Viesnā — titulpartiā. Don-Chozē — N. Vasiljevs, Eskamiljo — A. Verners, Miķaēla — I. Pulciņš-Salnājs. Dirigēts Teodors Reiters. Studentiem, skolniekiem un kaŗavīriem pusceņas. — Piektdien, 24. novembrī, Annas Pavlovas repertuāra balētu 2. sērijas pirmizrāde: „Aicinājums uz deju“, „Mūmijas romāns“ un plašs divertiments. Pēdālās viss balēta personāls. Dirigēts J. Kalniņš, balētmēstārs M. Pianovskis. Derīga pirmizrāžu abonementa 5. bijete. — Sestdien, 25. novembrī, „Dubrovskis“. Galvenās lomās G. Pērkonis, N. Vasiljevs, A. Kaktiņš, J. Niedra, V. Stots, H. Berzinska u. c. Dirigēts O. Karls. Studentiem, skolniekiem un kaŗavīriem pusceņas. — Svētdien, 26. novembrī, pulksten 1.30 dienā tautas izrādē „Pavasara mila“. Pulksten 7.30 vakarā A. Pavlovas repertuāra balēti „Aicinājums uz deju“, „Mūmijas romāns“ un divertiments. Studentiem, skolniekiem un kaŗavīriem pusceņas.

KURSI.

Rīgas biržā 1933. gada 23. novembrī

Table with exchange rates for various currencies: Americas dollars, England's pound, Belgium's franc, Switzerland's franc, Italy's lira, Sweden's crown, Norway's crown, Denmark's crown, Austria's shilling, Czechoslovakia's crown, Holland's guilder, Germany's mark, Somalija's mark, Igaunijas krona, Poland's zloty, Lithuania's litas, Danzig's guilder.

Table with gold and silver prices: Dārgmetalli: Zelts 1 kg, Sudrabs 1 kg. Vērtspapīri: 5% neatkarības aizņēmums, 6% Zemes bankas ķīlu zīmes, 8% Hipotēku bankas ķīlu zīmes.

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs P. Roļe. Zvērināts biržas māklers H. Kiršteins.

Redaktors M. Arons.

Šim numuram 8 lapas puses.

Flešu sludinājumi.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, uz Civilties. lik. 1967., 2011. līdz 2014. un 2079. p. un Balt. Privāttiesību kop. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1933. g. 1. novembrī publicēto 1933. gada 16. jūnijā Nauksēnu pag. mir. Toma Annas d. Reizņa 1933. g. 2. jūnijā Nauksēnu pagastā mājas kārtībā taisīto testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mir. Toma Annas d. Reizņa mantojumu, vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legātāriem, fideikomisāriem parāddevējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma izpaušanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu. Rīgā, 1933. g. 6. novembrī. L. № 4406/33. 20569z. Priekšsēdētāja b. v. J. Drande. Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, uz Civilties. lik. 1967., 2011. līdz 2014. un 2079. p. un Balt. Privāttiesību kop. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1933. g. 1. novembrī publicēto 1933. g. 11. augustā Madriēnā mir. Mārtiņa Jēkaba d. Markovska 1931. g. 14. sept. mājas kārtībā taisīto testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mir. Mārtiņa Jēkaba d. Markovska mantojumu, vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legātāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma izpaušanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu. Rīgā, 1933. g. 6. novembrī. L. № 5207/33. g. 20573z. Priekšsēdētāja b. v. J. Drande. Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, uz Civilties. lik. 1967., 2011. līdz 2014. un 2079. p. un Balt. Privāttiesību kop. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1933. g. 1. novembrī publicēto 1932. g. 12. septembrī Jaunraunas pag. mir. Jūlija Miķeļa d. Strubes 1932. g. 19. augustā mājas kārtībā taisīto testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mir. Jūlija Miķeļa d. Strubes mantojumu, vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legātāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma izpaušanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu. Rīgā, 1933. g. 6. novembrī. L. № 5094/33. 20571b. Priekšsēdētāja b. v. J. Drande. Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, uz Civilties. lik. 1967., 2011. līdz 2014. un 2079. p. un Balt. Privāttiesību kop. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1933. g. 1. novembrī publicēto 1928. g. 24. oktobrī Valmierā mir. Jāņa Jāņa d. Lūkina, 1928. g. 21. oktobrī pie Valmieras notāra E. Klingenbergas taisīto testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mir. Jāņa Jāņa dēla Lūkina mantojumu, vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legātāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma izpaušanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu. Rīgā, 1933. g. 6. novembrī. L. № 5207/33. g. 20573z. Priekšsēdētāja b. v. J. Drande. Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, uz Civilties. lik. 1967., 2011. līdz 2014. un 2079. p. un Balt. Privāttiesību kop. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1933. g. 1. novembrī publicēto 1928. g. 24. oktobrī Valmierā mir. Jāņa Jāņa d. Lūkina, 1928. g. 21. oktobrī pie Valmieras notāra E. Klingenbergas taisīto testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mir. Jāņa Jāņa dēla Lūkina mantojumu, vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legātāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma izpaušanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu. Rīgā, 1933. g. 6. novembrī. L. № 5207/33. g. 20573z. Priekšsēdētāja b. v. J. Drande. Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, uz Civilties. lik. 1967., 2011. līdz 2014. un 2079. p. un Balt. Privāttiesību kop. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1933. g. 1. novembrī publicēto 1928. g. 24. oktobrī Valmierā mir. Jāņa Jāņa d. Lūkina, 1928. g. 21. oktobrī pie Valmieras notāra E. Klingenbergas taisīto testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mir. Jāņa Jāņa dēla Lūkina mantojumu, vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legātāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma izpaušanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu. Rīgā, 1933. g. 6. novembrī. L. № 5207/33. g. 20573z. Priekšsēdētāja b. v. J. Drande. Sekretārs P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa, uz Civilties. lik. 1967., 2011. līdz 2014. un 2079. p. un Balt. Privāttiesību kop. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam ir kaut kādas pretenzijas, strīdi vai ierunas pret šai tiesā 1933. g. 1. novembrī publicēto 1928. g. 24. oktobrī Valmierā mir. Jāņa Jāņa d. Lūkina, 1928. g. 21. oktobrī pie Valmieras notāra E. Klingenbergas taisīto testamentu, kā arī visas personas, kam ir kaut kādas tiesības uz mir. Jāņa Jāņa dēla Lūkina mantojumu, vai sakarā ar šo mantojumu, kā mantniekiem, legātāriem, fideikomisāriem, parāddevējiem u. t. t., pieteikt savas tiesības, pretenzijas un ierunas minētai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma izpaušanas dienas.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu. Rīgā, 1933. g. 6. novembrī. L. № 5207/33. g. 20573z. Priekšsēdētāja b. v. J. Drande. Sekretārs P. Birkens.

Ja tas minētā termiņā nebūs izdarīts, tad minētās personas atzīs kā atteikušās no ierunām un zaudējušas savas tiesības, bet testamentu pasludinās par likumīgā spēkā gājušu. Rīgā, 1933. g. 6. novembrī. L. № 5207/33. g. 20573z. Priekšsēdētāja b. v. J. Drande. Sekretārs P. Birkens.

Latgales apgabalt. I. civilnodaja, uz mazg. Malvīnes un Jāņa Trantovsku aizb. Antona Kavinska lūgumu, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p., uzaicina visus, kam būtu uz 1929. g. 24. decembri, Rubenes pag., „Zajeniekos“ mirušā Stanislava Trantovska atstāto mantojumu, vai sakarā ar šo mantojumu, kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt tās šai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“. Terminā nepieteiktās tiesības un prasības uzskatīs par spēku zaudējušām.

Daugavpils, 1933. g. 6. nov. L. № 702a/33. g. 20494z. Priekšsēdētāja b. A. Strazdiņš. Sekretārs K. Kangurs.

Latgales apgabalt. I. civilnodaja, uz Leiba-Daniela Joseļa-Bera d. Zalagaleru lūgumu, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p., uzaicina visus, kam būtu uz 1932. g. 22. februāri Aknistē mirušā Jāņķeļa Vulfa d. Zalagaleru atstāto mantojumu, vai sakarā ar šo mantojumu, kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt tās šai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“. Terminā nepieteiktās tiesības un prasības uzskatīs par spēku zaudējušām.

Daugavpils, 1933. g. 6. nov. L. № 1150a/33. g. 20495z. Priekšsēdētāja b. A. Strazdiņš. Sekretārs K. Kangurs.

Latgales apgabalt. I. civilnodaja, uz Tatjanas un Marijas Čerņakovskis lūgumu, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p., uzaicina visus, kam būtu uz 1931. g. 13. jūnijā ar Latgales apgabaltiesas I. civilnodajas 1933. gada 21. marta lēmumu, atzīta par mirušo Jāņa Pāvila d. Čerņakovska atstāto mantojumu, vai sakarā ar šo mantojumu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt tās šai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“. Terminā nepieteiktās tiesības un prasības uzskatīs par spēku zaudējušām.

Daugavpils, 1933. g. 6. nov. L. № 1769a/33. g. 20496z. Priekšsēdētāja b. A. Strazdiņš. Sekretārs K. Kangurs.

Latgales apgabalt. I. civilnodaja, uz Mildas Jāņa m. Kaniņš un citu lūgumu, saskaņā ar Civilproc. nol. 1584., 1628., 1631. un 1710. p., uzaicina visus, kam būtu uz 1933. g. 14. aprīlī Brebrenes pag., Ižu skolā mirušā Viļa Miķeļa d. Kaniņa atstāto mantojumu, vai sakarā ar šo mantojumu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legātāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt tās šai tiesai triju mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“. Terminā nepieteiktās tiesības un prasības uzskatīs par spēku zaudējušām.

Daugavpils, 1933. g. 6. nov. L. № 1801a/33. g. 20497z. Priekšsēdētāja b. A. Strazdiņš. Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils 1. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar Civilproc. nol. k. 1725. p. un lik. kop. 10. sēj. 1. d. 1239. p. pamatojoties uz savu 1933. g. 6. novembra lēmumu, paziņo, ka pēc mirušā Smuļļa Zāmuēļa Zalmana d. Eidusa ir palicis mantojums un uzaicina visus personas, kam uz šo mantojumu, vai sakarā ar to kādas tiesības, pieteikt tās pēc piekritības triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“. Terminā nepieteiktās tiesības un prasības uzskatīs par spēku zaudējušām.

Daugavpils, 1933. g. 6. nov. L. № 1109. 20595b. Mirtiesnesis J. Švarcbachs.

Latgales apgabaltiesas Jaunlatgales iec. mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1933. g. 6. novembra lēmumu, pamatojoties uz Civilproc. nolik. 1725. p. un Civillik. (X sēj. 1. d.) 1239. p., uzaicina 1932. g. 27. maijā mirušā Grigorija Borcova mantņiekus pieteikt savas mantošanas tiesības un mantojumu, kas palicis Jaunlatgales apr., Augspīlis pagastā. Mantojuma tiesības jāpieteic pēc piekritības triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“. Jaunlatgale, 1933. g. 6. novembrī. № 32. 20499z. Pap. mirtiesnesis H. Pietiņš.

Latgales apgabaltiesas Jaunlatgales iec. mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1933. g. 6. novembra lēmumu, pamatojoties uz Civilproc. nolik. 1725. p. un Civillik. (X sēj. 1. d.) 1239. p., uzaicina 1929. g. 3. jūnijā mirušās Katriņas Logimovas mantņiekus, pieteikt savas mantošanas tiesības un mantojumu, kas palicis Jaunlatgales apr., Augspīlis pagastā. Mantojuma tiesības jāpieteic pēc piekritības triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“. Jaunlatgale, 1933. g. 6. novembrī. № 31. 20500z. Pap. mirtiesnesis H. Pietiņš.

Latgales apgabaltiesas Jaunlatgales iec. mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1933. g. 6. novembra lēmumu, pamatojoties uz Civilproc. nolik. 1725. p. un Civillik. (X sēj. 1. d.) 1239. p., uzaicina 1929. g. 3. jūnijā mirušās Katriņas Logimovas mantņiekus, pieteikt savas mantošanas tiesības un mantojumu, kas palicis Jaunlatgales apr., Augspīlis pagastā. Mantojuma tiesības jāpieteic pēc piekritības triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“. Jaunlatgale, 1933. g. 6. novembrī. № 32. 20499z. Pap. mirtiesnesis H. Pietiņš.

teikt savas mantošanas tiesības un mantojumu, kas palicis Jaunlatgales apr., Augspīlis pagastā. Mantojuma tiesības jāpieteic pēc piekritības triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“. Jaunlatgale, 1933. g. 6. novembrī. № 31. 20500z. Pap. mirtiesnesis H. Pietiņš.

Krāslavas I. iecirkņa mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1933. g. 30. okt. lēmumu un Civilprocesa nolikuma 1725. p. un Civillik. (X sēj. 1. d.) 1239. p. pamata, paziņo, ka pēc 1933. g. 31. jūlijā mirušā Jēkaba Gedarta d. Grīvas ir palicis īpašums, kas atrodas Piedrujas pag., Daugavpils apr., kādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo īpašumu, vai sakarā ar to, būtu kādas tiesības kā mantniekiem, pieteikt šīs tiesības pēc piekritības triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“. Krāslava, 1933. g. 30. oktobrī. C. l. № 733/33. g. 21423z. Mirtiesnesis N. Reke.

Krāslavas I. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1933. g. 7. novembra lēmumu un Civillik. (X sēj. 1. d.) 1239. p. pamata, paziņo, ka pēc 1933. g. 8. augustā mirušā Sergeja Jāņa d. Rogoleva ir palicis īpašums, kas atrodas Krāslavā, kādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo īpašumu, vai sakarā ar to, būtu kādas tiesības kā mantniekiem, pieteikt šīs tiesības pēc piekritības triju mēnešu laikā, skaitot no šā sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī“. Krāslava, 1933. g. 7. novembrī. C. l. № 753/33. g. 21426z. Mirtiesnesis N. Reke.

Rīgas apgabaltiesas 2. iecirkņa tiesu izpildītājs Ed. Kalniņš paziņo, ka 1933. g. 30. novembrī, plkst. 10 dienā, Rīgā, Vidzemes šosejā № 46, pārdos Jāņa Neimaņa kustamo mantu, sastāvošu no skapja, divāna un govns, novērtētu par Ls 380.—

Izīnāt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1933. g. 14. novembrī. 21984. Tiesu izpild. E. Kalniņš.

Rīgas apgabaltiesas 3. iecirkņa tiesu izpildītājs J. Kazubiernis paziņo, ka 1933. g. 30. novembrī, plkst. 10 dienā, Rīgā, Elizabetes ielā № 93, dz. 6, pārdos Valijas Spruksts kustamo mantu, sastāvošu no kabineta iekārtas, novērtētu par Ls 3800.—

Izīnāt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1933. g. 16. novembrī. 22003. Tiesu izp. Kazubiernis.

Rīgas apgabaltiesas 4. iec. tiesu izpildītājs J. Pētersons (Bruninieku ielā № 8-a, dz. 1) paziņo, ka 1933. g. 30. nov., plkst. 12.30 Rīgā, Krasta ielā № 65, pārdos otrreizējā izsolē Elgas un Erika Razumu kustamo mantu, kas sastāv no betona maismāšas „Ranzomē“, un novērtētu par Ls 2200.—

Izīnāt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1933. g. 22. novembrī. L. № 455. 21985. Tiesu izp. J. Pētersons.

Rīgas apgabaltiesas 4. iecirkņa tiesas izpildītājs J. Pētersons, Bruninieku ielā № 8-a, dz. 1, paziņo, ka 1933. g. 30. novembrī, pulkst. 12.30, Rīgā, Krasta ielā № 65, pārdos otrreizējā izsolē Elgas un Erika Razumu kustamo mantu, kas sastāv no betona maismāšas „Ranzomē“, un novērtētu par Ls 2200.—

Izīnāt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas. Rīgā, 1933. g. 22. novembrī. L. № 454. 21986. Tiesas izpildītājs J. Pētersons.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs V. Jursons (kanceleja: Rīgā, Elizabetes ielā № 9, dz. 4), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Valsts zemes bankas, pras. Helēnes. Pizelis, Vernoera Barševska, Aleksandra Vlasova, Kirila Skvorcova Ilzes Leimānis, Antona Minkēviča, Eifriņšs Zūgars, Reinholda Zivtina darba algas un cit. kreditoru pras. pret Otto un Mariju Barševskiem 1934. g. 24. februārī, 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos otrā publiskā izsolē Otto un Marijas Barševsku nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Ropāžu pagastā un ierakstīta zemes grāmatu reģistrā № 4037 un sastāv no „Stipnieku“ mājām, aptver 121,23 deset.; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 5500;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi Ls 20.581,30 ar 9/10; 4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošānu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodajas kancelejā. 1933. g. 21. novembrī. 22004. Tiesu izpildītājs V. Jursons.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs V. Jursons (kanceleja: Rīgā, Elizabetes ielā № 9, dz. 4), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Rīgas tirgotāju savstarpīgās kredītbankas prasība pret Pauli Krievu 1934. g. 24. februārī, 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Paula Grinberga nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas N. taurēs pagastā un ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 10047. num. un sastāv no „Pienītes № 77F un 77Fa“ mājām, aptver 2,14 ha; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 360; 3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi Ls 7008,25 ar proc.; 4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošānu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodajas kancelejā. 1933. g. 21. novembrī. 22005. Tiesu izpildītājs V. Jursons.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs V. Jursons (kanceleja: Rīgā, Elizabetes ielā № 9, dz. 4), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Alvīns Ozols un A./S. „Standartliņi“ prasības pret Richardu Vilhelmu 1934. g. 24. februārī, 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Richarda Vilhelma nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Alaižu pagastā un ierakstīta zemes grāmatu reģ. 20235. num. un sastāv no „Dārziņi № 179Fa“ mājām aptver 15,81 ha; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 360,—; 3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi Ls 6200,—; 4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošānu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodajas kancelejā. 1933. g. 21. novembrī. 22006. Tiesu izpildītājs V. Jursons.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs V. Jursons (kanceleja: Rīgā, Elizabetes ielā № 9, dz. 4) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas bankas prasība pret Kārlī Paredni 1934. g. 24. februārī, 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Kārļa Paredņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Siguldas pagastā un ierakstīta zemes grāmatu reģ. № 16480 un sastāv no „Paredņi № 9F“ mājām, aptver 10,30 ha; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 375,—; 3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi Ls 3800,—; 4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošānu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodajas kancelejā. 1933. g. 21. novembrī. 22007. Tiesu izpildītājs V. Jursons.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs V. Jursons (kanceleja: Rīgā, Elizabetes ielā № 9, dz. 4) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas bankas prasība pret Kārlī Paredni 1934. g. 24. februārī, 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Kārļa Paredņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Siguldas pagastā un ierakstīta zemes grāmatu reģ. № 16480 un sastāv no „Paredņi № 9F“ mājām, aptver 10,30 ha; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 375,—; 3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi Ls 3800,—; 4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošānu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodajas kancelejā. 1933. g. 21. novembrī. 22007. Tiesu izpildītājs V. Jursons.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs V. Jursons (kanceleja: Rīgā, Elizabetes ielā № 9, dz. 4) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas bankas prasība pret Kārlī Paredni 1934. g. 24. februārī, 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Kārļa Paredņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Siguldas pagastā un ierakstīta zemes grāmatu reģ. № 16480 un sastāv no „Paredņi № 9F“ mājām, aptver 10,30 ha; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 375,—; 3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi Ls 3800,—; 4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošānu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodajas kancelejā. 1933. g. 21. novembrī. 22007. Tiesu izpildītājs V. Jursons.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs V. Jursons (kanceleja: Rīgā, Elizabetes ielā № 9, dz. 4) saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijas bankas prasība pret Kārlī Paredni 1934. g. 24. februārī, 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Kārļa Paredņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Siguldas pagastā un ierakstīta zemes grāmatu reģ. № 16480 un sastāv no „Paredņi № 9F“ mājām, aptver 10,30 ha; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 375,—; 3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi Ls 3800,—; 4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošānu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodajas kancelejā. 1933. g. 21. novembrī. 22007. Tiesu izpildītājs V. Jursons.

Rīgas apgabaltiesas Madonas apr. tiesu izpildītājs P. Asars (kanceleja: Madonā, Rīgas bulv. № 11) paziņo, ka: 1) Bučauskas piensaimnieku sabiedrības prasību lietās par Ls 300.— ar proc., un izdevumiem 1934. g. 26. maijā, plkst. 10, Rīgā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Roberta-Leonarda Pētera dēla Otvara nekustamo mantu, vleno ideālo astotdaļu (1/8), kas atrodas Madonas apr., Jaungulbenes pag. un sastāv no Jaungulbenes muižas atdalītām lauku mājām — „Rindas № 375F“, ar zemes grāmatu reģ. № 15633 un aptver 48,47 ha zemes; 2) nekustamā manta apgrūtināta hipotēku parādiem par Ls 3300.—; 3) nekustamā manta novērtēta pārdošānai pilnā sastāvā par Ls 6000.—; 4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā Ls 600.— kā nodrošinājums; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas nepielaiž nekustamās mantas pārdošānu, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā. Madonā, 1933. g. 17. nov. 21659. Tiesu izpild. P. Asars.

Rīgas apgabaltiesas Madonas apr. tiesu izpildītājs P. Asars (kanceleja: Madonā, Rīgas bulv. № 11) paziņo, ka: 1) Lauteres-Viesienes krāj-a zvevu sabiedrības prasību lietās par Ls 1180.— ar proc. un izdevumiem 1934. gada 26. maijā, pulksten 10, Rīgā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Līna Kārļa meit. s. Trods, dzim. Egīti; nekustamo mantu, kas atrodas Madonas apr., Grostona pag. un sastāv no Z.ļauskas muižas atdalītām lauku mājām — „Ustabas — Stauģi“, ar zemes grāmatu reģistra № 589 un aptver 44,52 desetīnas zemes; 2) nekustamā manta apgrūtināta hipotēku parādiem par Ls 3.300.—; 3) nekustamā manta novērtēta pārdošānai pilnā sastāvā par Ls 4695.—; 4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā Ls 459.—, kā nodrošinājums; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošānu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā. Madonā, 1933. g. 17. nov. 21656. Tiesu izp. P. Asars.

Rīgas apgabaltiesas Madonas apr. tiesu izpildītājs P. Asars (kanceleja: Madonā, Rīgas bulv. № 11) paziņo, ka: 1) Centrālās savienības „Konzums“ un Elvīras Rogaiņis pras. lietās par Ls 130.— ar proc. un izdevumiem 1934. g. 26. maijā, plkst. 10, Rīgā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Pētera Andreja d. Pērkauna nekustamo mantu, kas atrodas Madonas apr., Praulienas pag. un sastāv no P. aulienas muižas atdalītā zemes gabala „Arāji № 82F“, ar zemes grāmatu reģ. № 9725 un aptver 17,07 ha zemes; 2) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 2000.—; 3) nekustamā manta novērtēta pārdošānai pilnā sastāvā par Ls 2465.—; 5) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā Ls 246.— kā nodrošinājums; 6) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošānu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā. Madonā, 1933. g. 17. nov. 21658. Tiesu izpild. P. Asars.

Rīgas apgabaltiesas Madonas apr. tiesu izpildītājs P. Asars (kanceleja: Madonā, Rīgas bulv. № 11) paziņo, ka: 1) Centrālās savienības „Konzums“ un Elvīras Rogaiņis pras. lietās par Ls 130.— ar proc. un izdevumiem 1934. g. 26. maijā, plkst. 10, Rīgā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Pētera Andreja d. Pērkauna nekustamo mantu, kas atrodas Madonas apr., Praulienas pag. un sastāv no P. aulienas muižas atdalītā zemes gabala „Arāji № 82F“, ar zemes grāmatu reģ. № 9725 un aptver 17,07 ha zemes; 2) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 2000.—; 3) nekustamā manta novērtēta pārdošānai pilnā sastāvā par Ls 2465.—; 5) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā Ls 246.— kā nodrošinājums; 6) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošānu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā. Madonā, 1933. g. 17. nov. 21658. Tiesu izpild. P. Asars.

Rīgas apgabaltiesas Madonas apr. tiesu izpildītājs P. Asars (kanceleja: Madonā, Rīgas bulv. № 11) paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasība par Ls 2423,39 ar soda naudu 1934. g. 24. februārī, 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos otrā publiskā izsolē Arnolda Nagobada nekustamo mantu, kas atrodas Gulbene, Miera ielā, ar zemes grāmatu reģistra № 4244 un sastāv no Vecgulbenes muižas zemes gabala № 433F, kurš aptver 5770 kv. mtr. zemes ar ēkām; 2) nekustamās mantas vērtība nodokļu nemšanai Ls 860.—; 3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi Ls 3500.—; 4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošānu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā. 1933. g. 21. nov. 21899. Tiesu izpildītājs V. Vilks.

Rīgas apgabaltiesas Madonas apr. tiesu izpildītājs P. Asars (kanceleja: Madonā, Rīgas bulv. № 11) paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasība par Ls 2423,39 ar soda naudu 1934. g. 24. februārī, 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos otrā publiskā izsolē Arnolda Nagobada nekustamo mantu, kas atrodas Gulbene, Miera ielā, ar zemes grāmatu reģistra № 4244 un sastāv no Vecgulbenes muižas zemes gabala № 433F, kurš aptver 5770 kv. mtr. zemes ar ēkām; 2) nekustamās mantas vērtība nodokļu nemšanai Ls 860.—; 3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi Ls 3500.—; 4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošānu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā. 1933. g. 21. nov. 21899. Tiesu izpildītājs V. Vilks.

Rīgas apgabaltiesas Madonas apr. tiesu izpildītājs P. Asars (kanceleja: Madonā, Rīgas bulv. № 11) paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasība par Ls 2423,39 ar soda naudu 1934. g. 24. februārī, 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos otrā publiskā izsolē Arnolda Nagobada nekustamo mantu, kas atrodas Gulbene, Miera ielā, ar zemes grāmatu reģistra № 4244 un sastāv no Vecgulbenes muižas zemes gabala № 433F, kurš aptver 5770 kv. mtr. zemes ar ēkām; 2) nekustamās mantas vērtība nodokļu nemšanai Ls 860.—; 3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi Ls 3500.—; 4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošānu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā. 1933. g. 21. nov. 21899. Tiesu izpildītājs V. Vilks.

Rīgas apgabaltiesas Madonas apr. tiesu izpildītājs P. Asars (kanceleja: Madonā, Rīgas bulv. № 11) paziņo, ka: 1) Latvijas hipotēku bankas prasība par Ls 2423,39 ar soda naudu 1934. g. 24. februārī, 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodajas sēžu zālē pārdos otrā publiskā izsolē Arnolda Nagobada nekustamo mantu, kas atrodas Gulbene, Miera ielā, ar zemes grāmatu reģistra № 4244 un sastāv no Vecgulbenes muižas zemes gabala № 433F, kurš aptver 5770 kv. mtr. zemes ar ēkām; 2) nekustamās mantas vērtība nodokļu nemšanai Ls 860.—; 3) nekustamai mantai ir hipotēku parādi Ls 3500.—; 4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošānu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā. 1933. g. 21. nov. 21899.

Jelgavas apgabaltiesas Jēkabpils apr. tiesu izp. Jānis Veinbergs (kanceleja: Jēkabpils, Lielajā ielā № 99) paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības apmierinājumam no Leiba Šleimoviča 1934. g. 14. martā, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Leiba Kuseja d. Šleimoviča jaunielgavas pilsētas 1 hip. iec. nekustamo mantu, ar zemes grāmatu reģ. № 401 (agr. № 165);

2) nekustamā manta novērtēta par Ls 5000.—, bet solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.;

3) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 15.000.— ar procentiem;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 500.—;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jēkabpils zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Jēkabpils apr. tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas kancelejā.

21699 Jēkabpils, 1933. g. 16. nov.

Tiesu izpildītājs J. Veinbergs.

Jelgavas apgabaltiesas Ventspils apr. tiesu izpildītājs Jānis Daile (kanceleja: Ventspils, Kuģinieku ielā № 7) paziņo, ka:

1) Vācu centrālās sabiedrības kases prasības piedziņai no Eberharda Vitomskim 1934. g. 24. janv., plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Eberhardam Vitomskim pilnā sastāvā piederošo nekustamo mantu Ventspils, 3. kvart., ar zemes grāmatu № 314;

2) nekustamā manta, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1262. p., novērtēta par Ls 4290.—;

3) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 15.000.— un 9000 rbl. kr. naudā ar proc.;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda Ls 429.—;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Ventspils zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepieļauj, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Ventspils apr. tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kancelejā.

21902 Ventspils, 1933. g. 21. nov.

Tiesu izpildītājs J. Daile.

Jelgavas apgabaltiesas Ventspils apr. tiesu izpildītājs Jānis Daile (kanceleja: Ventspils, Kuģinieku ielā № 7) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas prasības piedziņai no Dundagas lauksaimniecības biedr. „Druva” 1934. g. 24. janvārī, pulksten 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos otrā publiskā izsolē Dundagas lauksaimniecības biedrībai „Druva” pilnā sastāvā piederošo nekustamo mantu, ar nosaukumu „Druvas kriegelnieca”, kas atrodas Ventspils apr., Dundagas pag., ar zemes grāmatu № 4441;

2) nekustamā manta, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1292. p., novērtēta par Ls 1175.—;

3) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 20.800.— ar proc.;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — Ls 117,50;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Ventspils zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepieļauj, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Ventspils apr. tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kancelejā.

21903 Ventspils, 1933. g. 21. nov.

Tiesu izpildītājs J. Daile.

Liepājas apgabaltiesas tiesu izpildītājs A. Lachovičs (kanceleja: Kuldīgā, Bērzu ielā 3), pamatojoties uz Civilproc. lik. 1283. līdz 1290. p., paziņo, ka 1934. g. 1. jūnijā, plkst. 10 no rīta, Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Lizes Toma m. Apfelbergs nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Kuldīgas apriņķī, Snēpeles pagastā, sastāv no zemesgabala № 67, ar nosaukumu Krastnieki zemesplatību 6,30 ha un ierakstīta Kuldīgas zemes grāmatu nodaļā ar krep. № 6657.

Šī nekustamā manta ir novērtēta Civilproc. lik. 1262. p. paredzētā kārtībā par Ls 570.— un tiek pārdota dēļ Icaigā Ulmana prasības apmierināšanas.

Uz šo nekustamo mantu ir nostiprināti hipotēku parādi Ls 700.—

Solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. no novērtēšanas summas Ls 570.— vai no priekšrocīgo prasību summas, skatoties pēc tā, kura summa būs lielāka pārdošanas dienā.

Tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un pie solīšanas jāiesniedz likumā par nekustamās mantas atsavināšanu paredzētā Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepieļauj, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Kuldīgā, 1933. g. 16. novembrī. 21668 Tiesu izpildītājs A. Lachovičs.

un tiek pārdota dēļ Latvijas Hipotēku bankas prasības apmierināšanas.

Uz šo nekustamo mantu ir nostiprināti hipotēku parādi Ls 3300.—

Solīšana sāksies, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p., no novērtēšanas summas Ls 1300.— vai no priekšrocīgo prasību summas, skatoties pēc tā, kura summa būs lielāka pārdošanas dienā.

Tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un pie solīšanas jāiesniedz likumā par nekustamās mantas atsavināšanu paredzētā Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepieļauj, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās īpašuma dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā.

21669 Kuldīgā, 1933. g. 16. novembrī.

Tiesu izpild. A. Lachovičs.

Liepājas apgabaltiesas tiesu izpildītājs A. Lachovičs (kanceleja: Kuldīgā, Bērzu ielā 3), pamatojoties uz Civilproc. lik. 1283. līdz 1290. p., paziņo, ka 1934. g. 1. jūnijā, plkst. 10 no rīta, Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Billes Indriķa m. Beike, dzim. Maur, nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Kuldīgas apriņķī, Padures pag., sastāv no Kalna muižas atdalīta zemesgabala ar nosaukumu Lapini ar zemes platību 26,180 ha un ierakstīta Kuldīgas zemes grāmatu nodaļā ar krep. № 8643.

Šī nekustamā manta ir novērtēta Civilproc. lik. 1262. p. paredzētā kārtībā par Ls 2540.— un tiek pārdota dēļ Pēterja Maurita un Kuldīgas vācu sabiedrības kases prasības apmierināšanas.

Uz šo nekustamo mantu ir nostiprināti hipotēku parādi Ls 1000.—

Solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p. no novērtēšanas summas Ls 2540.— vai no priekšrocīgo prasību summas, skatoties pēc tā, kura summa būs lielāka pārdošanas dienā.

Tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un pie solīšanas jāiesniedz likumā par nekustamās mantas atsavināšanu paredzētā Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas šīs nekustamās mantas pārdošanu nepieļauj, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās īpašuma dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Kuldīgā, 1933. g. 16. novembrī. 21667 Tiesu izp. A. Lachovičs.

Liepājas apgabaltiesas tiesu izpildītājs A. Lachovičs (kanceleja: Kuldīgā, Bērzu ielā 3), pamatojoties uz Civilproc. lik. 1283. līdz 1290. p., paziņo, ka 1934. g. 1. jūnijā, plkst. 10 no rīta, Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Puķiņa nekustamo mantu, kas atrodas Ilūkstes apr., Lašu pag. Ilūkstes apr., hipot. iecirknī, ar zemes grāmatu reģ. № 472 un sastāv no Bluzmaņu-Ozolnieku mājām, kopplatībā 20,09 ha;

2) īpašuma izsoles vērtība — Ls 4221.—;

3) īpašumam ir hipotēku parādi Ls 2900.—;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ka nav iebildumu iegūt pārdodamo īpašumu;

5) šā īpašuma zemes grāmatas ved Daugavpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās īpašuma dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Daugavpils, 1933. g. 17. nov.

Tiesu izpildītājs Budlevskis.

Latgales apgabaltiesas Ilūkstes apr. tiesu izp. v. i. E. Petričis (kanceleja: Grīvā, Stiklu ielā 1) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai, 1934. g. 2. jūnijā, 10 rītā, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Krišjāņa Bērtuļa dēļa Puķiņa nekustamo mantu, kas atrodas Ilūkstes apr., Lašu pag. Ilūkstes apr., hipot. iecirknī, ar zemes grāmatu reģ. № 472 un sastāv no Bluzmaņu-Ozolnieku mājām, kopplatībā 20,09 ha;

2) īpašuma izsoles vērtība — Ls 4221.—;

3) īpašumam ir hipotēku parādi Ls 2900.—;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ka nav iebildumu iegūt pārdodamo īpašumu;

5) šā īpašuma zemes grāmatas ved Daugavpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās īpašuma dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Latgales apgabaltiesas I. civilnodaļas kancelejā.

21679 Grīvā, 1933. g. 15. novembrī.

Tiesu izpildītāja v. i. E. Petričis.

Latgales apgabaltiesas Ilūkstes apr. tiesu izp. v. i. E. Petričis (kanceleja: Grīvā, Stiklu ielā 1) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai, 1934. g. 2. jūnijā, 10 rītā, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Ernesta Jāzeps (Josifa) d. Vinčēja nekustamo mantu, kas atrodas Ilūkstes apr. Prodes pag. Ilūkstes apr. hipot. iec. ar zemes grāmatu reģistra № 3215 un sastāv no Gulbenes muižas atdalīta zemesgabala ar nosaukumu Jakubovas mājas kopplatībā 25,07 ha;

2) īpašuma izsoles vērtība — Ls 5017.—;

3) īpašumam ir hipotēku parādi Ls 5700.—;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ka nav iebildumu iegūt pārdodamo īpašumu;

5) šā īpašuma zemes grāmatas ved Daugavpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Latgales apgabaltiesas I. civilnodaļas kancelejā.

21691 Grīvā, 1933. g. 15. novembrī.

civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Jāņa Andrieva d. Gerena nekustamo mantu, kas atrodas Daugavpils apriņķī, Kalupes pagastā, Daugavpils apr. hipot. iec., ar zemes grāmatu reģ. № 5759 un sastāv no Kalupes muižas zemesgabala № 202F ar nosaukumu „Lāču mājas”, 17,46 ha platībā;

2) īpašuma izsoles vērtība — Ls 2712.—;

3) īpašumam ir hipotēku parāds Ls 1800.—;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — t. i. Ls 271,20;

5) šā īpašuma zemes grāmatas ved Daugavpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās īpašuma dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Daugavpils, 1933. g. 17. nov.

Tiesu izpild. Budlevskis.

Latgales apgabaltiesas Daugavpils 2. iec. tiesu izpild. Budlevskis (kanceleja: Daugavpils, Daugavas ielā 24) paziņo, ka:

1) Valsts prasības apmierināšanai 1934. g. 26. maijā, 10 rītā, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē mirušam Donatam Pēterja d. Bernanam piederējošo nekustamo mantu, kas atrodas Daugavpils apriņķī, Vārkavas pagastā, Daugavpils apr. hipot. iecirknī ar zemes grāmatu reģ. № 17786 un sastāv no tiesībām uz 32 deset. 74 kvadrātsmit no zemes gabala „Zastenok Izelnieca”, kura kopplatība ir 120 deset. 370 kvadrātsis.

2) īpašuma izsoles vērtība — Ls 4415.—;

3) īpašumam ir hipotēku parāds Ls 375.— uz D. Bernanam pieder. daļas un 700 agr. krievu rubļu uz visa zemes gab. „Zastenok Izelnieca”;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ka nav iebildumu iegūt pārdodamo īpašumu;

5) šā īpašuma zemes grāmatas ved Daugavpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās īpašuma dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Daugavpils, 1933. g. 17. nov.

Tiesu izpildītājs Budlevskis.

Latgales apgabaltiesas Ilūkstes apr. tiesu izp. v. i. E. Petričis (kanceleja: Grīvā, Stiklu ielā 1) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai, 1934. g. 2. jūnijā, 10 rītā, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Krišjāņa Bērtuļa dēļa Puķiņa nekustamo mantu, kas atrodas Ilūkstes apr., Lašu pag. Ilūkstes apr., hipot. iecirknī, ar zemes grāmatu reģ. № 472 un sastāv no Bluzmaņu-Ozolnieku mājām, kopplatībā 20,09 ha;

2) īpašuma izsoles vērtība — Ls 4221.—;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parāds Ls 550.—;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ka nav iebildumu iegūt pārdodamo īpašumu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepieļauj, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Latgales apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Kārsavā, 1933. g. 15. novembrī. 21690 Tiesu izpild. H. Kitners.

Latgales apgabaltiesas Kārsavas iec. tiesu izpildītājs H. Kitners (kanceleja: Kārsavā, Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283. — 1290. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas prasības Ls 545,87 ar procentiem un izdevumiem apmierināšanai 1934. g. 2. jūnijā, 10 rītā, Latgales apgabaltiesas civilnod. sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Pēterja Prokofija d. Jefimova nekustamo mantu, kas atrodas Jaunlatgales apr., Gauru pagastā, Jēpiku-Klepiku sīdžas zemes robežās, ar zemes grāmatu reģ. № 149, un sastāv no zemniekiem piešķirtās špuru zemes, platībā 7,92 ha;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 1410.—;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parāds Ls 550.—;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtēj. desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepieļauj, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Latgales apgabaltiesas 3. civilnod. kancelejā.

21691 Kārsavā, 1933. g. 15. novembrī.

Tiesu izpild. H. Kitners.

Latgales apgabaltiesas Rēzeknes 2. iec. tiesu izpild. J. Stumbergs (kanceleja: Rēzeknē, Aizpilsētas ielā № 23) paziņo, ka:

1) Josefa Germaņa prasības apmierināšanai 1934. g. 9. jūnijā, plkst. 10, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē pilnā sastāvā Augusta Pēterā d. Abricka nekustamo mantu, kas atrodas Rēzeknes apr., Rēznas pagastā, Bizu sīdžas zemes robežās un sastāv no zemes viensētas № 23, 7,789 ha platībā, ar zemes grāmatu reģ. № 22684;

2) nekustamā manta iekļāta Valsts zemes bankā par Ls 900.—;

3) nekustamā manta publiskai pārdošanai resp. nodokļu piemēšanai valstij un pašvaldībai novērtēta par Ls 993.—;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas apliecība, ka nav iebildumu iegūt pārdodamo īpašumu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepieļauj, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Latgales apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 501,70, jāiesniedz tieslietu ministrijas apliecība, ka nav iebildumu iegūt pārdodamo īpašumu;

5) šā īpašuma zemes grāmatas ved Daugavpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas pārdošanu nepieļauj, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Latgales apgabaltiesas I. civilnodaļas kancelejā.

21680 Grīvā, 1933. g. 15. novembrī.

Tiesu izpild. v. i. E. Petričis.

Latgales apgabaltiesas Kārsavas iec. tiesu izpildītājs H. Kitners (kanceleja: Kārsavā, Latgales ielā № 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283. — 1290. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas prasības Ls 594,50 ar proc. un izdev. apmierināšanai 1934. g. 2. jūnijā, 10 rītā, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē mir. Sila Pēterja d. Ljova (arī Petrova), tagad viņa mantnieku Jevdokijas un Vasilija Ljovu un Jekaterinas Babarikova un Leontija Cvetkova nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Gauru pag. hipot. iec. un ierakstīta zemes grāmatu reģistra 2459 num. un sastāv no Svilpovka Pušča dačas zemes gabala pēc plāna № 20, platībā 20,10 deset. ar vairāk vai mazāk;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 3170.—;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parāds Ls 800.—;

4) tiem, kas vēlas piedalīties izsolē, jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepieļauj, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Latgales apgabaltiesas 3. civilnodaļas kance

Intendantūras dzirnavas un maizes cepluve

Rīgā, Oskara ielā № 9, otrdien, 5. decembrī 1933. g., plkst. 10 no rīta, pārdos atklātā izsolē vairāksolītājiem:

- 2) kviešu klijas, rupjās un smalkās; 2) miežu miltus;
- 3) lopu miltus I un II lab.; 4) miežu sēnālas; 5) izsijas un saslaucas — kopsvārā apm. 25.000 kg.

Apskatīšana izsoles dienā no pulksten 9.
Atkritumi uz solīšanu tiks likti partijās no 500—1000 kg.
Nosolītājiem jāņem maksā 15% drošības nauda no pirkuma vērtības.
Izņemšanas laiks līdz 18. decembrim, darbdiēnās no plkst. 9 līdz 15 un sestdienās līdz pulksten 13. L 3539 22014

5. rajona inženieris

savā kancelejā, Daugavpīlī, Šosejas ielā № 68, š. g. 6. decembrī, pulksten 10,

izdos jauktā izsole:

- 1) 17,10 m gaļa koka tilta uz mūra balstiem jaunbūvi pār Līksnas upi, uz Adatu fabrikas — Vaboles — Kalupes III šķ. ceļa, pie Līksnas dzirnavām, Nodrošinājums Ls 530,—.
 - 2) 8,60 m gaļa koka tilta jaunbūvi pār gravu uz Nikolajevkas — Vārpīņu — Silenes III šķiras ceļa, pie Červonkas muižas. Nodrošinājums Ls 75,—. L 3534
- Pie līguma slēgšanas nodrošinājums papildināms līdz 100% no nosolītās darbu vērtības.
Tuvākas ziņas rajona kancelejā darba laikā. 22015

Dzelzceļu 8. ceļu iecirkņa kantori,

Jelgavas 1. stac. ēkas 2. stāvā, ist. 20,

1933. g. 12. decembrī, plkst. 11,

izdos jauktā izsolē

asenzācijas darbu pildīšanu 8. ceļu iec. robežās 1934. g. Drošības nauda Ls 150,—. L 3554
Tuvākas ziņas iecirkņa kantori darba laikā. 22011

Dzelzceļu 9. ceļu iecirkņa kantori,

Liepājas stac. ēkā, 2. stāvā, 1933. g. 7. decembrī, pulksten 12,

izdos jauktā izsolē

ledus piegādi:

- 1) Liepājā 750 kub. mtr. — Drošības nauda Ls 150,—.
 - 2) Priekulē 120 kub. mtr. — Drošības nauda Ls 50,—.
- Tuvākas ziņas iecirkņa kantori darba laikā. L 3550 22009

Dzelzceļu 11. ceļu iecirkņa kantori Jelgavā II,

š. g. 12. decembrī, pulksten 13,

izdos jauktā izsolē

asenzācijas darbu izpildīšanu 1934. g. iecirkņa robežās. Drošības nauda Ls 100,—. 22010
Tuvākas ziņas iecirkņa kantori, darba laikā. L 3551

Mežu departaments

pārdos jauktā izsolē 1933. g. 6. decembrī, plkst. 12, Rīgā, Merķeļa ielā № 13, Latviešu biedrībā,

1933. 34. g. saimnieciskā kārtā sagatavojamos skuju koku bakļus:

no Valdemārpils, Gulbenes, Benkavas, Engures, Kamdavas, Popes, Dundagas, Alūksnes, Kursiņu, Kalsnavas, Stāmerienes, Vecsalacas, Juglas, Lutriņu, Skrundas, Baldones, Kuldīgas, Taurkalna, Jēkabpils, Rembates, Kokneses, Madonas, Inčukalna, Piltenes, Tukuma un Veemoku virsmežniecībām ar nodrošinātu krautuvēs pie dzelzceļiem, zemes ceļiem, upju un Rīgas jūras līča krastos kā arī ciršanas vietās mežā pie ceļma.

Tuvākas ziņas, izsoles un pārdošanas nosacījumi Mežu departamentā Rīgā, Kālpaka bulv. № 6, dzīv. 10, ist. 2. 21998

Zilupes virsmežniecība

pārdos mutvārdu izsolē 1933. g. 22. decembrī, pulksten 12 dienā, virsmežniecības kancelejā Zilupē,

augošu mežu:

I, II, III, IV un V iec. mežniecībās, kopsummā 66 vienības, vērtībā no Ls 0,75 līdz Ls 778,—.

Mežu pārdošana pēc zemkopības ministra 1929. g. 3. oktobra apstiprinātiem nosacījumiem.

Virsmežniecība patur sev tiesības izsludināt vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem.
Tuvākas ziņas virsmežniecības kancelejā un pie iecirkņu mežziņiem. 21950

Latvijas banka

pārdos

otrrreizējā mutvārdu izsolē

š. g. 2. decembrī, pulksten 10
Valdemāra ielā № 2a

bojātu auto „Studebaker“.

Auto apskatāms katru dienu no plkst. 10—14. L 3543

Latvijas banka

pārdod bij. A. Zeberga iesala fabriku Tukumā.

Pircēji tiek uzziņoti iesniegt rakstiskus piedāvājumus Latvijas bankas akred. daļai līdz š. g. 1. decembrim, kur tiek izsniegtas tuvākas ziņas par pārdojamo objektu. L 3549 22012

Rīgas pilsētas darba nodalja izsludina par nederīgu nozaudēto darba grām. R. № 69834/83291, izd. no Rīgas pilsētas valdes darba nodalja 1932. g. 27. jūn. ar Nikolai-Ričarda Vilciņa vārdu. 21988

Rubas pagasta padome

1933. g. 2. decembra sēdē, plkst. 14, Rubas pagasta namā,

izdos vairāksolītā

līdzšinējās II šķ. traktiera telpas ar stedieli

Renģu ciemā (pie Renģes stac.). Telpas derīgas traktiera, veikalā vai iebraucamas vietas ierīkošanai. Tuvākas ziņas pagasta valdē. 21975 Pagasta valde.

Daugavpils pref. 1. pol. iec. priekšnieks paziņo, ka 1933. g. 27. novembrī, plkst. 10, Valdemāra ielā pārdos vairāksolītā Leļbman Mizrokam piederošas mantas: sastāvošas no dzīvokļa iekārtas un mēbeļiem, un citām mantām novērt. par Ls 329,—.

Minētās mantas varēs apskatīt izsoles dienā uz vietas. 21935

Rīgas ostas zvērināts vateršauts izsludina par nederīgu nozaudēto braukšanas apliecību „Grāmīņu“ № 166/30, izdotu no Rīgas ostas zvēr. vateršauta 1930. g. 23. jūl. ar Alfreda Jēpes vārdu. 21980

Rīgas ostas zvērināts vateršauts izsludina par nederīgu nozaudēto darba grām. R. № 22754/24110, izd. no Rīgas pils. valdes darba nodalja 1932. g. 7. jūn. ar Nikolai-Ričarda Vilciņa vārdu. 21989

Jelgavas apr. polic. 2. iec. pr-ks izsludina par nederīgu pieteikto par nozaudētu ieroci atļauju № 939/6872-1, izd. no Jelgavas apr. pr-ka 1931. g. 30. sept. derīgu līdz 1933. g. 7. sept., ar Johana-Augusta Mauriņa v.

Valsts zemes banka,

atrod. Rīgā, Valdemāra ielā 1-b, pamatojoties uz likumu par Valsts zemes bankas aizdevumu nodrošināšanu ar tiesībām uz lauku nekustamo mantu (Lik. krāj. 1925. g. 111 un 1926. g. 35), paziņo, ka: Valsts zemes bankas aizdevumu piedzīšanai:

- 1) Ziras pagasta valdes telpās 1934. g. 4. janvārī, plkst. 10 dienā, pārdos atklātā izsolē Krista Feldmaņa tiesības uz Ventspils apr. Ziras pag. Piltenes valsts zemes fonda zemes gabalu № 11 ar ēkām un citiem zemes piederumiem (skat. Zemes leričības Vēstnesi № 25, lap. p. 15, kārtas № 915).
2. Saimniecība sastāv no: a) zemes, kopplatībā 14 ha; b) dzīvojamās ēkas un kūts;
3. Solīšana sāksies no Ls 560;
4. Izsolē varēs piedalīties personas, kas līdz izsoles sākumam nodos izsoles noturēšanai pilnvarotam Valsts zemes bankas pārstāvim: a) drošības naudu vienu piekto daļu no trešā pantā minētās summas, t. i. Ls 112,—; b) Centrālās zemes leričības komitejas apliecību, ka pircējam atļauts iegūt no valsts zemes fonda iedaļu saimniecību.

Lūgumi dēļ apliecības izsniegšanas jāiesniedz Centrālajai zemes leričības komitejai vismaz 2 nedēļas pirms izsoles dienas.

Tiesību ieguvējam tūlī pēc tiesību nosolīšanas jāpapildina iemaksātā drošības nauda līdz vienai piektai daļai no nosolītās summas. Pārējās četras piekt-daļas jāiemaksā Valsts zemes bankā ne vēlāk kā divu nedēļu laikā, skaitot no izsoles dienas.

Šo prasību neizpildīšanas gadījumā pircējs zaudē iemaksāto drošības naudu un tiesības uz saimniecību.

1933. g. 17. novembrī. 22001

Valsts zemes banka,

atrod. Rīgā, Valdemāra ielā № 1 b, pamatojoties uz lik. par Valsts zemes bankas aizdevumu nodrošināšanu ar tiesībām uz lauku nekustamo mantu (Lik. krāj. 1925. g. 111 un 1926. g. 35), paziņo, ka Valsts zemes bankas aizdevuma piedzīšanai:

1. Siguldas pilsētas valdes telpās 1934. g. 9. janvārī plkst. 10 dienā, pārdos atklātā izsolē Rūdolfa Pālena tiesības uz Rīgas apriņķa Siguldas pagasta Jūdažu muižas jaunsaimniecību № 14F ar ēkām un citiem zemes piederumiem (skat. „Zemes leričības Vēstnesi“ № 77, lapas p. 33, kārtas № 3165);
2. Saimniecība sastāv no: a) zemes, kopplatībā 62 pūrv.; b) dzīvojamā: ēkas, kūts un labības šķūņa;
3. Solīšana sāksies no Ls 1900;
4. Izsolē varēs piedalīties personas, kas līdz izsoles sākumam nodos izsoles noturēšanai pilnvarotam Valsts zemes bankas pārstāvim: a) drošības naudu vienu piekto daļu no trešā pantā minētās summas, t. i. Ls 380,—; b) Centrālās zemes leričības komitejas apliecību, ka pircējam atļauts iegūt no valsts zemes fonda iedaļu saimniecību.

Lūgumi apliecības izsniegšanai jāiesniedz Centrālajai zemes leričības komitejai vismaz 2 nedēļas pirms izsoles dienas.

5. Tiesību ieguvējam tūlī pēc tiesību nosolīšanas jāpapildina iemaksātā drošības nauda līdz vienai piektai daļai no nosolītās summas. Pārējās četras piekt-daļas jāiemaksā Valsts zemes bankā ne vēlāk kā divu nedēļu laikā, skaitot no izsoles dienas.

Šo prasību neizpildīšanas gadījumā pircējs zaudē iemaksāto drošības naudu un tiesību uz saimniecību. Ne ac 8184

1933. g. 21. novembrī. 22000

Rīgas pilsētas darba nodalja izsludina par nederīgu nozaudēto darba grām. R. № 65945/72103, izd. no Rīgas pils. valdes darba nodalja 1932. g. 18. jūn. ar Afanasija Rakjinskis vārdu. 21990

Rīgas pilsētas darba nodalja izsludina par nederīgu nozaudēto darba grām. R. № 53489/224, izd. no Tumes pag. valdes 1932. g. ar Arvīda-Adolfa Laukšteins vārdu. 21991

Rīgas pilsētas darba nodalja izsludina par nederīgu nozaudēto darba grām. R. № 64068/62686, izd. no Rīgas pils. valdes darba nodalja 1932. g. 18. jūnijā ar Mirdzas-Malvinas Rozīte, dzim. Gaidzans vārdu. 21992

Jelgavas apr. polic. 2. iec. pr-ks izsludina par nederīgu pieteikto par nozaudētu ieroci atļauju № 939/6872-1, izd. no Jelgavas apr. pr-ka 1931. g. 30. sept. derīgu līdz 1933. g. 7. sept., ar Johana-Augusta Mauriņa v.

Rīgas pilsētas darba nodalja izsludina par nederīgu nozaudēto darba grām. R. № 134378/136246, izd. no Rīgas pils. valdes darba nodalja 1932. g. 17. aug. ar Simaya Tichapenoks v. 21993

Farmacijas pārvalde izsludina par nederīgu farmācijas pārvaldes 1924. g. 28. janvārī reģistrācijas lapu № 63 izdotu apt. pal. Jurim Praškevičam. 21995

Ārlavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi № 3264 ser. PL № 015265, izd. no šis pag. valdes 1931. g. 10. nov. Gotfrīdam-Edvardam Krišļaukam. 191360

Erģemes pag. valde, Vaikas apr., izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi № 1071 ser. PT № 008271, izd. 1928. g. 27. apr. no šis pag. valdes Ādamam Zaķis.

Kapiņu pag. valde, Daugavpils apr., izsludina par nederīgiem šādus dokumentus: 1) zirga pasi № 404/10604, izd. no šis pag. valdes 1926. g. 23. janv. ar Timoteja Karpa d. Nikitina vārdu; 2) Latv. iekšz. pasi ser. JT № 007644, izd. no šis pag. valdes 1928. g. 3. martā № 4042 ar Jāņa Barševska vārdu 3) Latv. iekšz. pasi ser. JT № 009473, izd. no šis pag. valdes 1928. g. 6. jūn. № 5871 ar Pāvila-Ambrozija Daukšta vārdu; 4) pagaidu apliecību № 68, izd. no šis pag. valdes 1933. g. 21. aug. ar Juljana Nikolaja d. Rosickis vārdu. 191450

Lubejas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. MV № 016611 kārt. № 611, izd. no šis pag. valdes 1928. g. 16. jūn. ar Pauļa Kaune vārdu. 191430

Skrundas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. LP № 022806/306, izd. no Raņķu pag. valdes 1928. g. 17. janv. ar Marijas Cīģis, dzim. Apine, vārdu. 191420

Dažādi. sludinājumi.

Rīgas Centrālā kopējā slimo kase

paziņo, ka kases daļbnieku pilnvarnieku vēlēšanās kandidātu sarakstā № 6 kandidāti Vikmanis Haralds un Austerlads Jūlijs saskaņā ar statūtu 127. p. noteikumiem, zaudējuši tiesības kandidēt, kādēļ no kandidātu saraksta

striņojami. 22003

Rīgas un apkārtnes mājkalpotāju atsevišķā slimo kase

paziņo, ka pilnvarnieku vēlēšanu noteikumos paredzētā laikā un kārtībā ir iesniegti un par derīgiem atzīti kandidātu saraksti:

1. Latviešu apvienotais darba ņēmēju kandidātu saraksts ar 69 kandidātiem,
2. Apvienotais darba ņēmēju kandidātu saraksts ar 34 kandidātiem,
3. Strādnieku kandidātu saraksts ar 37 kandidātiem, un
4. Kopējais latviešu darba ņēmēju kandidātu saraksts ar 48 kandidātiem. 21996b

Jelgavas metalfabrikas a/s L. Kramer un dēli

valde uzaicina sab. akcionārus uz

kārtējo gada sapulci,

kas notiks š. g. 15. decembrī, pulksten 15, viesnīcā Frankfurt p. M. telpās.

Dienas kārtība:

- 1) valdes ziņojumi;
- 2) iepriekšējā gada darbības pārskata apstiprināšana;
- 3) kapitāla pārvērtēšana;
- 4) nekustamo mantu pirkšana un pārdošana;
- 5) vēlēšanas;
- 6) dažādi jautājumi. 21982b

Krievu teātra draugu biedrība Latvijā

paziņo, ka viņa savu nesatīkoto mantu loteriju likvidē.

Nauda par pārdojamiem lozēm tiek atmaksāta atpakaļ triju mēnešu laikā pēc izsludināšanas „Vaid. Vēstn.“. Nauda atmaksā katru darbdienu no pulksten 17—19 Merķeļa ielā 13. Bijetes, kas netiks apmainītas pret naudu, paliek spēkā uz loteriju, kas tiks sarīkota 1934. g. 15. apr. 21978

Pazaudēta Baltiešu vācu pilsoņu biedrības Latvijā ziedojumu vākšanas liste № 15.

Biedrības valde.

Maksātspējīgā parādnieka Burcharda Ulbrichta zvēr. kurāt. zvēr. adv. pal. T. Brammanis paziņo, ka š. g. 27. novembrī, pulksten 18 vakarā, Rīgā, Baznīcas ielā № 35, dz. 9 notiks parādnieka Ulbrichta

otrā kreditoru sapulce.

Dienas kārtība:

- 1) zvērīnāta kuratora ziņojums;
- 2) zvēr. kuratora atalgojums;
- 3) konkursa valdes vēlēšanas un
- 4) dažādi jautājumi un priekšlikumi.

Nemot vērā, ka pirmā kreditoru sapulcē nebija ieradusies kreditori, kas reprezentē vairākus, tad uz š. g. 27. novembrī sasauktā sapulcē tiks uzskaita par pilntiesīgu izlemt dienas kārtībā paredzētos jautājumus. 1933. g. 20. nov. 21999b

Rīgas un apkārtnes mājkalpotāju atsevišķās slimo kases valde paziņo, ka 1933. g. 19. novembra pilnvarnieku vēlēšanās

ievēlēti šādi darba devēju pilnvarnieki un viņu vietnieki:

No „Latviešu apvienotā darba devēju kandidātu saraksta № 1“.

Pilnvarniekos:

1. Alksnis Jānis
2. Bergs Kārlis
3. Melkus Jānis
4. Vitenbergs Kārlis
5. Silinš Augusts
6. Bredermans Arvīds
7. Šveics Anna
8. Zaķis Hugo

Viņu vietniekos:

1. Nicis Valentīns
2. Balodis Pēteris
3. Kaijgars Vilis
4. Sanders Talivalds
5. Pārups Indriķis
6. Šrāders Kristaps
7. Novackis Emma
8. Kesners Marta
9. Knospe Jānis
10. Eiche Jānis
11. Pūpols Alma
12. Rubenis Pēteris
13. Mārtiņsons Pēteris

No „Apvienotā darba devēju kandidātu saraksta № 2“.

Pilnvarniekos:

1. Brēms Huguberts
2. Klots Hugo
3. Rambachs Frīdrihs
4. Šummers Manfrēds
5. Hesse Maksis
6. Kuzņecovs Nikolajs
7. Veinbergs Volfs
8. Elers Herberts
9. Kizerickis Vilhelms
10. Blūmenbachs Arnolds

Viņu vietniekos:

1. Buimerincqs Ernests
2. Haiperin Auguste
3. Johansons Ernests
4. Gavels Herberts
5. Kāns Jūlijs
6. Treimanis Heinrichs
7. Treijs Gerhards
8. Majors Voldemārs
9. Sadvovskis Rūdolfs
10. Betchers Leo
11. Mirbachs Ernests
12. Kursils Artūrs
13. Piekardds Edgars
14. Freijs Alfrēds
15. Brūns Vilhelms
16. Šrēders Otto
17. Betchers Teodors
18. Elers Pauls
19. Konradis Alberts-Feliks
20. Abramovskis Rūdolfs
21. Agte Kristaps
22. Sivers Victors
23. Hachs Herberts
24. Arbusovs Leonids
25. Šteichers Adolfs
26. Hanzens Albinus
27. Grams Verners
28. Kiršfelds Heinrichs

No „Apvienoto darba devēju organizāciju kandidātu saraksta № 3“.

Pilnvarniekos:

1. Ozoliņš Ernests
2. Ārgais Ādams

Viņu vietniekos:

1. Niedra Jānis
2. Kalniņš Eduārds
3. Buļle Jānis
4. Skuja Mārtiņš 21997b

Dzelzceļnieku slimo kases

darba devēju pilnvarnieku vēlēšanās, kuras notiks š. g. 26. nov., iesniegti sek. kandidātu saraksti:

№ 1. Bezpārtējsko darba devēju kandidātu saraksts ar 5 kandidātiem.

№ 2. Progresīvo darba devēju kandidātu saraksts ar 3 kandidātiem.

Kandidātu saraksti izlikti ieskatīšanai slimo kases birojā un tiks piesūtīti darba devējiem. Bals. nodošanai ir jāatrodas slimo kases birojā, Rīgā, Elizabetes ielā 101, dz. 4, svētdien, 26. nov. no plkst. 12—14. 22002

Kases valde.

Apdrošināšanas un transporta akciju sabiedrība „Daugava“ izsludina par nederīgu nozaudēto dzīvības apdrošināšanas polisi № 784 ar Movšas Furman v.

Jaunlatgales pilsētas domnieki un domnieku kandidāti

(ievēlēti 1933. g. 11. un 12. nov.)

No saraksta № 1.

Domnieki:

1. Streips, Hugo
2. Lācis, Pēteris
3. Rubulis, Miķelis.

Kandidāti:

1. Baltiņš, Jānis.
2. Pelēkais, Oskars.

No saraksta № 2.

Domnieki:

1. Perepletņiks, Boriss.
2. Zavļajovs, Jānis.
3. Potāpovs, Jānis.
4. Korniljevs, Vasiljijs